

CONSEIL COMMUNAL DU LUNDI 21 NOVEMBRE 2022

Présents: **~~BELTRAN Fabien~~, Bourgmestre**
NORI Enrico, 1er Echevin, Président
JUPRELLE Isabelle, MARCQ Sébastien, DEGLIN Joëlle, Echevin(e)s
VENDY Etienne, Président du CPAS
DEGEE Arthur, SOOLS Nicolas, LAINERI Riccardo, JAMAGNE Marc, ~~FELIX Jonathan~~, JAMART Hubert, ~~DENOOZ Anne-Lyse~~, ANDRE Brigitte, DEBOR Olivier, ~~GONZALEZ SANZ Ana~~, TRIBOLET Marie, ADELAIN Mike, ROLAND Lionel, Conseillers(ères)
FOURNY Bernard, Directeur général, Secrétaire

Monsieur le Président ouvre la séance à 19h08.

Monsieur le Président propose ensuite à l'Assemblée l'ajout de l'examen d'un point complémentaire concernant La Noria, au début de la séance publique, et de dix points complémentaires, à la fin de la séance publique, soit :

41. La Noria - Rapport d'activité 2021, mouvements financiers 2021, prévisions budgétaires 2022 et 2023
42. Promotion sociale OVA - Approbation des comptes 2021, du rapport du réviseur d'entreprises et du rapport d'activité de l'année scolaire 2021-2022
43. Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine - Compte 2021
44. Fabrique d'Eglise Saint-Laurent de Prayon - Modification budgétaire 2022
45. Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine - Budget 2023
46. Terre et Foyer - Assemblée Générale Extraordinaire - 9 décembre 2022
47. AIDE - Assemblée Générale Stratégique - 15 décembre 2022
48. ECETIA - Assemblée générale Ordinaire - 20 décembre 2022
49. INTRADEL - Assemblée Générale Ordinaire - 22 décembre 2022
50. RESA - Assemblée générale - 21 décembre 2022
51. Convention entre Commune de Trooz, CPAS de Trooz et Herstal S.A. - Remise en état d'installations sportives et annexes au Football club de Trooz

Le Conseil marque son accord unanime (13 voix pour sur 13 membres présents) sur l'ordre du jour ainsi proposé.

SÉANCE PUBLIQUE

1- PRESTATION DE SERMENT ET INSTALLATION D'UN CONSEILLER COMMUNAL - MONSIEUR MIKE ADELAIN

Monsieur le Président constate qu'il n'existe aucun cas d'incompatibilité visé aux articles L1125-1 & L1125-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, qu'il peut être procédé à la prestation de serment, et invite alors le 2ème suppléant dont les pouvoirs ont été validés à prêter entre ses mains et en séance publique le serment prévu par l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge ».

Monsieur Mike ADELAIN prête serment et est alors déclaré installé dans ses fonctions.

2- PRESTATION DE SERMENT ET INSTALLATION D'UN CONSEILLER COMMUNAL - MONSIEUR LIONEL ROLAND

Monsieur le Président constate qu'il n'existe aucun cas d'incompatibilité visé aux articles L1125-1 & L1125-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, qu'il peut être procédé à la prestation de serment, et invite alors le 3ème suppléant dont les pouvoirs ont été validés à prêter entre ses mains et en séance publique le serment prévu par l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple Belge ».

Monsieur Lionel ROLAND prête serment et est alors déclaré installé dans ses fonctions.

41- LA NORIA - RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021, MOUVEMENTS FINANCIERS 2021, PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2022 ET 2023

Le Conseil communal,

ENTEND Madame Lissia MAUER, Directrice, concernant son service "La Noria" :


LA NORIA
Service d'encadrement de peines et
mesures alternatives


Un service pour une meilleure conjugaison des
« peines », d'un passé composé…
à un futur (plus) simple!


Association de communes
Comité de Gestion
Bgm de Chaudfontaine
Bgm Aywaille
Bgm Bassenge
Bgm Beyne Heusay
Bgm Crisnée
Bgm Dalhem
Bgm Esneux
Bgm Fléron
Bgm Neupré
Bgm Oreye
Bgm Sprimont
BgmTrooz
Bgm Visé
Bgm Waremme


La Noria: Un service, des valeurs, une équipe!
Mme Lissia MAUER
M. Jean-Michel MARTIN
Me. Gaelle DELFOSSE
Melle Caroline PAHAUT
M. Marc PEZZETTI
M. Geoffrey SALMON



La Noria: Les objectifs

- ***Encadrement des mesures et peines alternatives :***

- Peine de travail autonome
- Travail d'intérêt général (médiation pénale)
- Formation (médiation pénale)

- ***Promotion des mesures et peines alternatives (travail d'information et de sensibilisation)***

- ***Favoriser une Justice à dimension humaine, capable de diversifier les réactions à apporter à la délinquance (éviter le recours « réflexe » à l'incarcération) et développer la Justice réparatrice***

- ***Contribuer à la bonne exécution des décisions judiciaires notamment en répondant aux exigences des réalités pénale et judiciaire***



La Noria: Objectifs (suite)

- *Contribuer à la personnalisation et à l'adéquation de la peine ou de la mesure, par un travail effectué sur le terrain par les membres du service.*

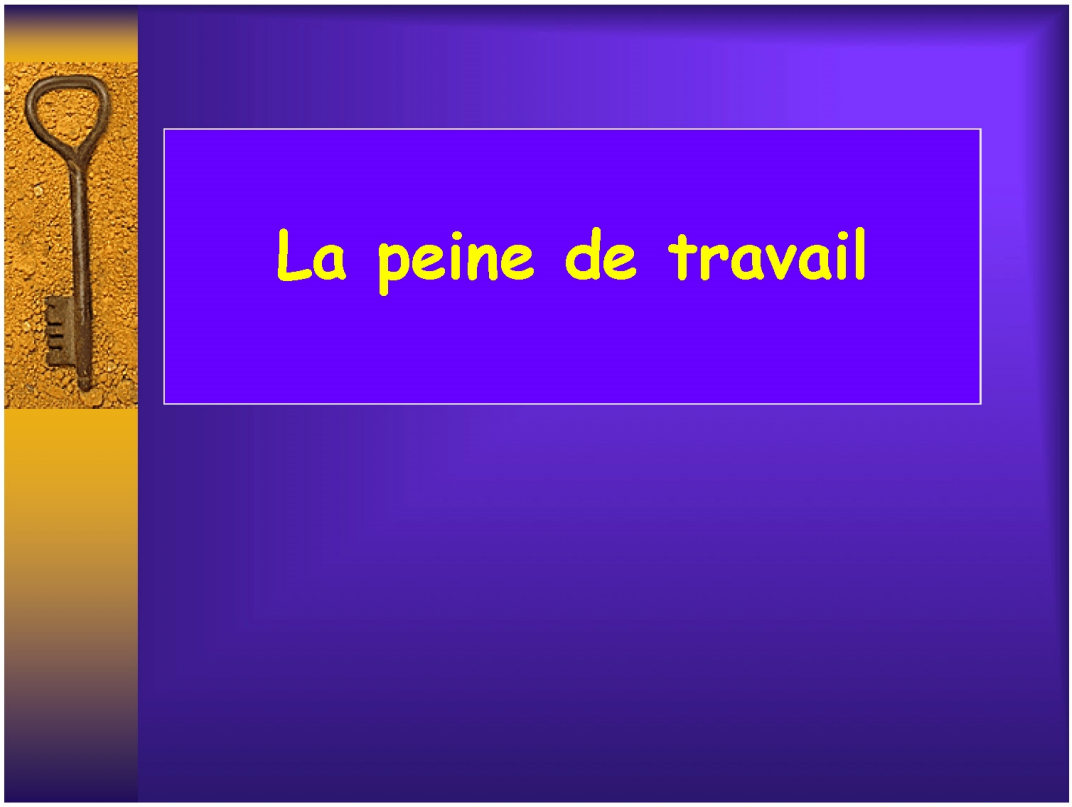
- *Améliorer la prise de conscience des auteurs des infractions en leur donnant un statut de « personne active » dans le déroulement de leur peine ou mesure, dans les respect des normes européennes (donner un sens à la peine ou à la mesure).*

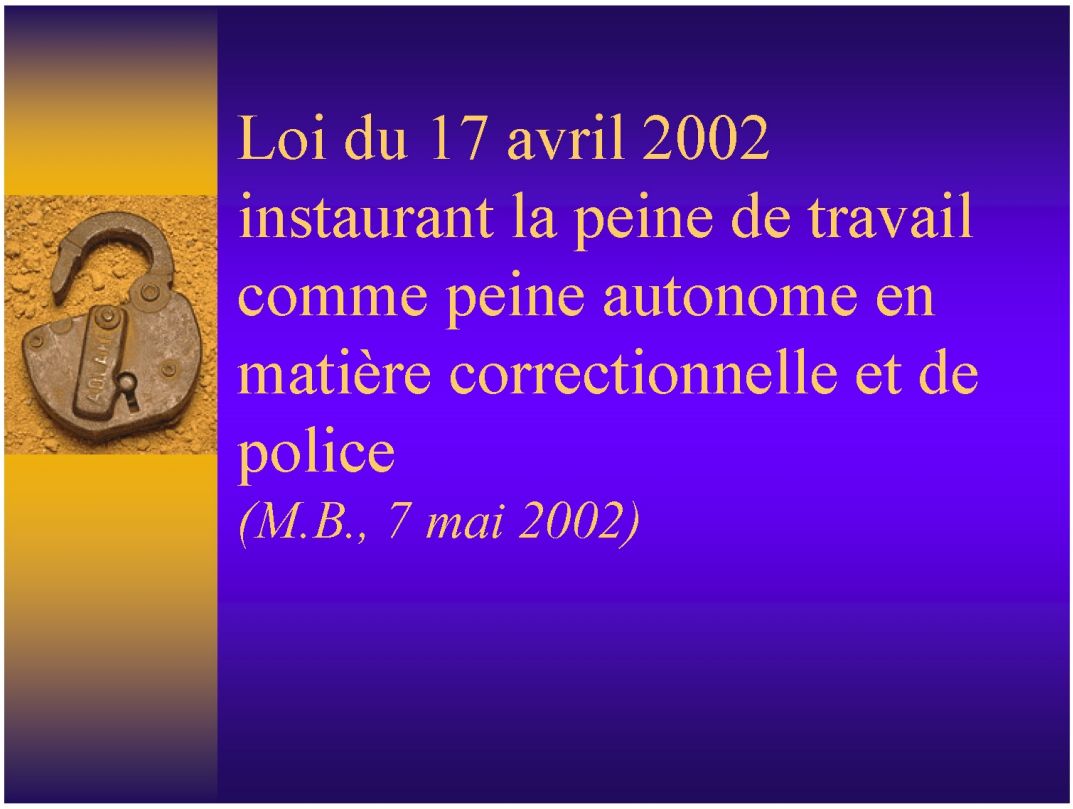
- *Faciliter les liens entre les justiciables et les personnes qu'ils rencontreront dans le cadre de l'exécution de leur peine ou mesure.*

- *Faciliter la réinsertion ou l'insertion des auteurs dans le tissu social (côté intégrateur des prestations effectuées / implication de la collectivité).*

- *Diminuer les risques de récidive spécifique ou non.*

- *Lutter contre le sentiment d'impunité provoqué par une mesure de classement sans suite pour des faits qui nécessitent une réaction sociale organisée et adaptée.*


La peine de travail


Loi du 17 avril 2002
instaurant la peine de travail
comme peine autonome en
matière correctionnelle et de
police
(M.B., 7 mai 2002)



Article 37 ter § 1

Lorsqu'un fait est de nature à entraîner une peine de police ou une peine correctionnelle, le juge peut prononcer à titre de peine principale une **peine de travail**.

Le juge prévoit, dans les limites des peines prévues pour l'infraction et par la loi, une **peine d'emprisonnement** ou une **amende** qui peut être **applicable en cas de non exécution de la peine de travail**.



Décision relative à une peine de travail

- Le prévenu doit donner son consentement en personne ou par l'intermédiaire de son conseil;

- Le juge qui refuse de prononcer une peine de travail doit motiver sa décision;

-Le juge détermine la durée de la peine de travail;

- Il peut donner des indications concernant son contenu concret.



La peine de travail ne peut être prononcée pour les faits suivants:

- art. 347*bis* du CP (prise d'otages)

- art. 375 à 377 du CP (attentat à la pudeur et viol)

- art. 379 à 386*ter* du CP (corruption de la jeunesse et prostitution, outrages publics aux bonnes mœurs)

- art. 393 à 397 du CP (formes d'homicides)

- art. 475 du CP (meurtre commis pour faciliter le vol ou l'extorsion)



Caractéristiques de la peine de travail :

- Exécution auprès des services publics de l'Etat, des communes, des provinces, des Communautés et des Régions ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel.

- Ne peut consister en un travail qui, dans le service public ou l'association désignée, est généralement exécuté par des travailleurs rémunérés (pas de concurrence).

- Effectués gratuitement par le condamné pendant le temps laissé libre par ses éventuelles activités scolaires ou professionnelles.



Durée de la peine de travail

Dispositions générales:

- 20 heures minimum et 300 heures maximum
- ≤ 45 heures : peine de police
- 〉45 heures :peine correctionnelle

Récidive:

- Récidive : en application de l'article 56 du CP, le double du maximum est prononçable → 600 heures



Procédure en cas de non exécution

• Passage devant la commission de probation

• Le ministère public peut décider d'exécuter la peine de substitution en tenant compte de la partie de peine de travail qui a déjà été exécutée.

• Si le ministère public décide d'exécuter la peine de substitution, l'exécution sera automatique, même s'il s'agit d'une courte peine d'emprisonnement.

1.BILAN DE L'ACTIVITE DU SERVICE POUR 2021:

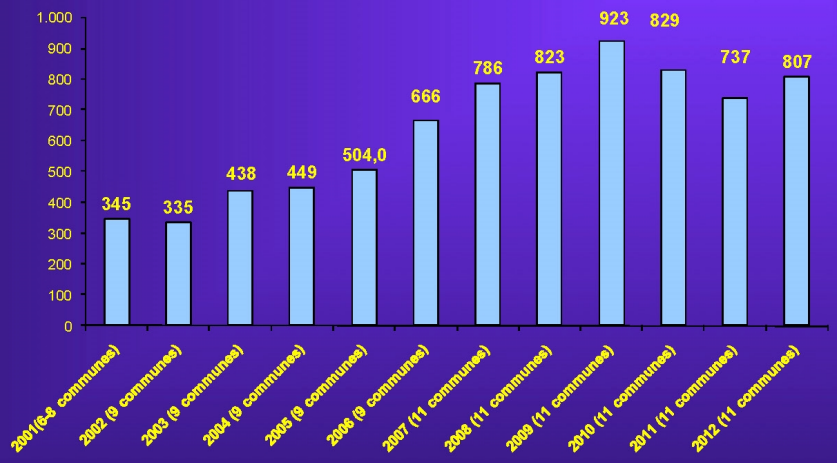
•Nombre de dossiers: 1043

(augmentation de 18,6% par rapport à 2020)

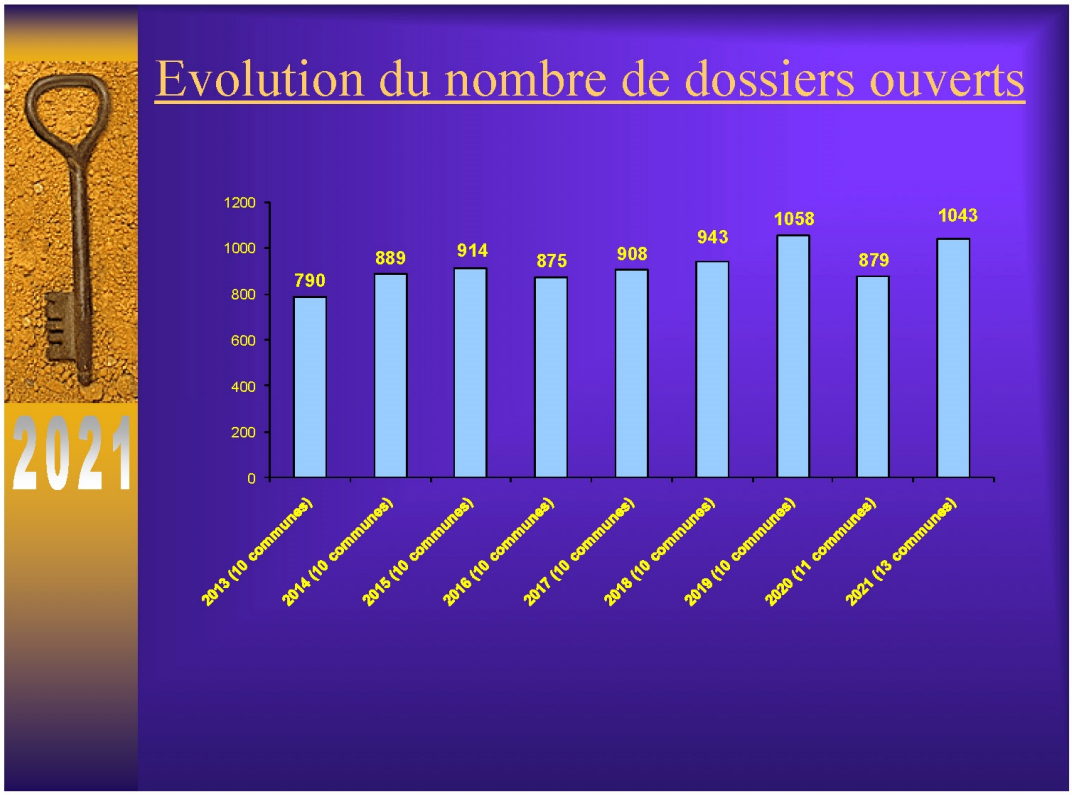
•Nombre d'heures: 34 350h45

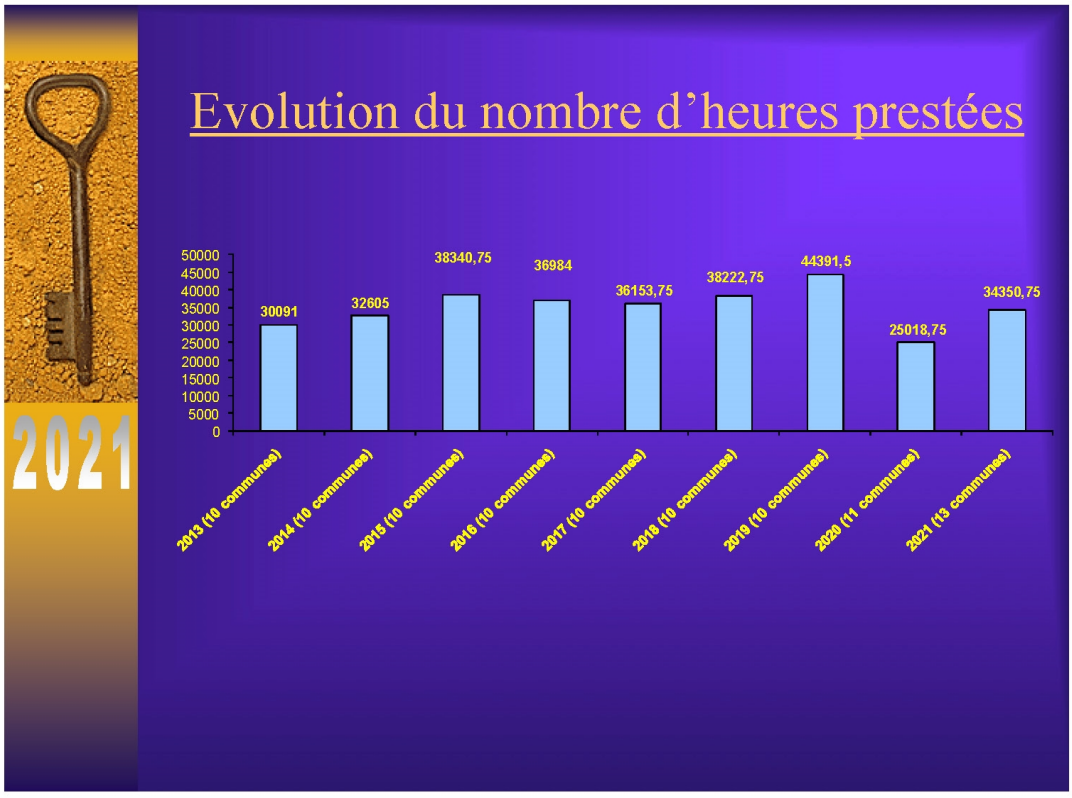
(augmentation de 37,3% par rapport à 2020)

Evolution du nombre de dossiers ouverts



2021


Evolution du nombre de dossiers ouverts
2021
1200
1000
800
600
400
200
0
790
889
914
875
908
943
1058
879
1043
2013 (10 communes)
2014 (10 communes)
2015 (10 communes)
2016 (10 communes)
2017 (10 communes)
2018 (10 communes)
2019 (10 communes)
2020 (11 communes)
2021 (13 communes)


Evolution du nombre d'heures prestées
2021
50000
45000
40000
35000
30000
25000
20000
15000
10000
5000
0
30091
32605
38340,75
36984
36153,75
38222,75
44391,5
25018,75
34350,75
2013 (10 communes)
2014 (10 communes)
2015 (10 communes)
2016 (10 communes)
2017 (10 communes)
2018 (10 communes)
2019 (10 communes)
2020 (11 communes)
2021 (13 communes)

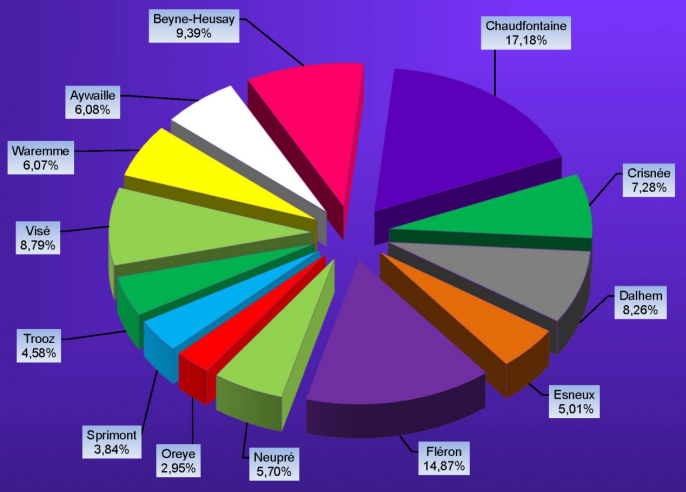
Heures prestées par commune en 2021

2021

Communes	2020	2021
Aywaille	817h30	1607h30
Beyne-Heusay	1614h15	2484h30
Chaudfontaine	3764h	4543h30
Crisnée	3062h30	1924h30
Dalhem	1431h15	2186h
Esneux	1879h	1325h15
Fléron	4093h45	3933h15
Neupré		1509h
Oreye		780h15
Sprimont	691h15	1015h
Trooz	506h	1211h45
Visé	1514h15	2325h30
Waremme	1900h15	1605h15

Répartition par commune en 2021

2021





Prestations sur Trooz en 2021

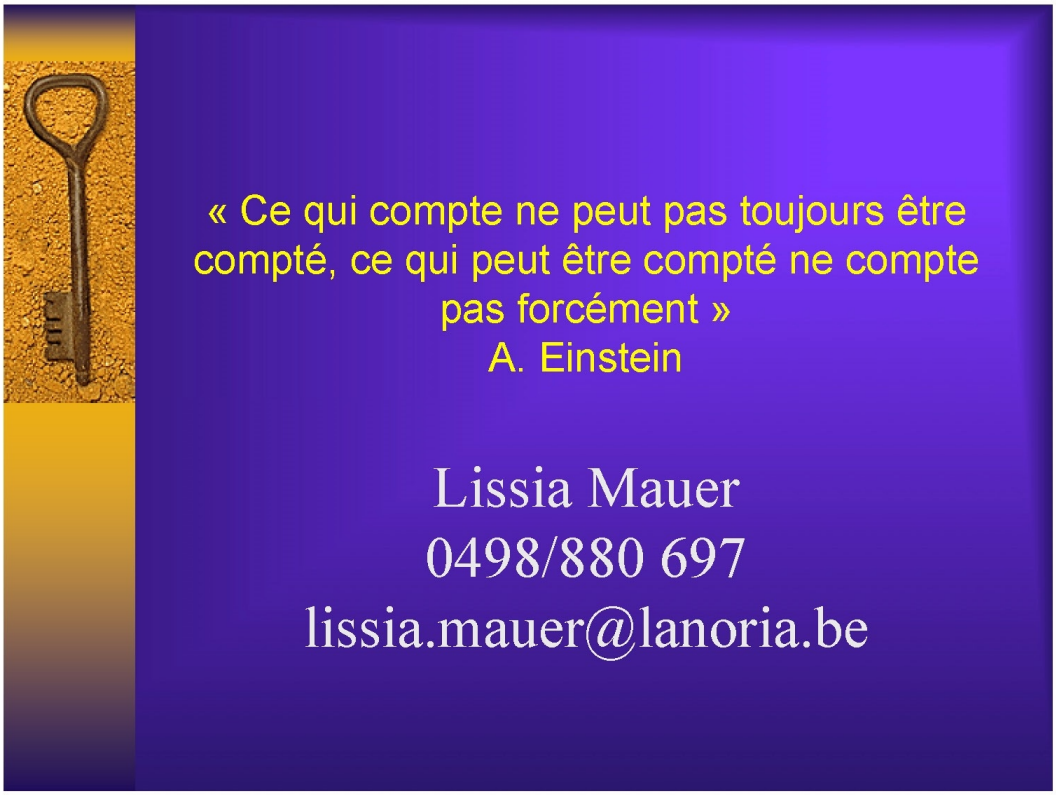
Type de prestation	*Total de Durée*
Affaires sociales	34h
Football Club	382h
Journée propreté	116h
Le Tournevent	200h
Maison de la laïcité	42h
Manège Ms Ranch	156h30
Service travaux	194h45
Syndicat d'initiative	86h30

Augmentation des prestations de 139% par rapport à 2020



Derrière tous ces chiffres, il y a SURTOUT:

- Une vision d'une « Justice » qui ferait plus de citoyens et moins de victimes;
- Des valeurs portées par une équipe : respect, solidarité, bienveillance et loyauté;
- Une approche axée sur l'avenir et non sur le passé: absence de jugement, « neutralité / multi-partialité » et posture basse (position d'humilité);
- Une approche globale où l'on prend en compte les besoins des prestataires, leurs forces, leurs faiblesses, leurs différences.



3- COMMUNICATIONS

Le Conseil communal,

PREND ACTE des communications suivantes :

- 378281 - ENODIA - AG du 4 octobre 2022
- 377355 - SPW Wallonie Environnement - Lacement de la Campagne Coût-Vérité budget 2023
- SPW - Wallonie intérieur - Modifications budgétaires n°1 pour l'exercice 2022
- 378020 - Liège Métropole - Terres excavées - Gestion de la traçabilité et de l'assainissement
- 378194 - Commune d'OUPEYE - Motion relative aux impacts financiers dus à la gestion, à la traçabilité et à l'assainissement des terres
- 378280 - Les découvertes de Comblain - coordinateur de 14 contrats rivière

4- MISSION D'ÉTUDE GLOBALE DES BASSINS VERSANTS DU RUISSEAU DE SAINRY ET DU RUISSEAU DE BOIS LEMOINE - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION

Le Conseil communal,
Considérant que l'instruction de ce dossier n'est pas terminée ;

DECIDE de reporter le présent point à une séance ultérieure.

5- MARCHÉ DE FOURNITURE EN VUE DE LA POSE DE DEUX PANNEAUX D'AFFICHAGE ÉLECTRONIQUE- APPROBATION DU MODE DE PASSATION

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3, §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1°, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant que la Commune à l'intention de s'équiper de deux panneaux d'affichages digitaux, à installer aux deux entrées du territoire communal, en vue de la diffusion de tous types de messages ou d'annonces présentant un intérêt pour la population et/ou les personnes de passage (messages relatifs à la sécurité, à la culture, aux activités...) ;

Considérant le cahier des charges N° 2022/104 relatif au marché “FOURNITURE ET POSE DE DEUX PANNEAUX D'AFFICHAGE ELECTRONIQUE” établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 24.793,38 € hors TVA ou 29.999,99 €, 21% TVA comprise, et que le montant limite de commande s'élève à 30.000,00 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 104149/542-53.20220028 ;

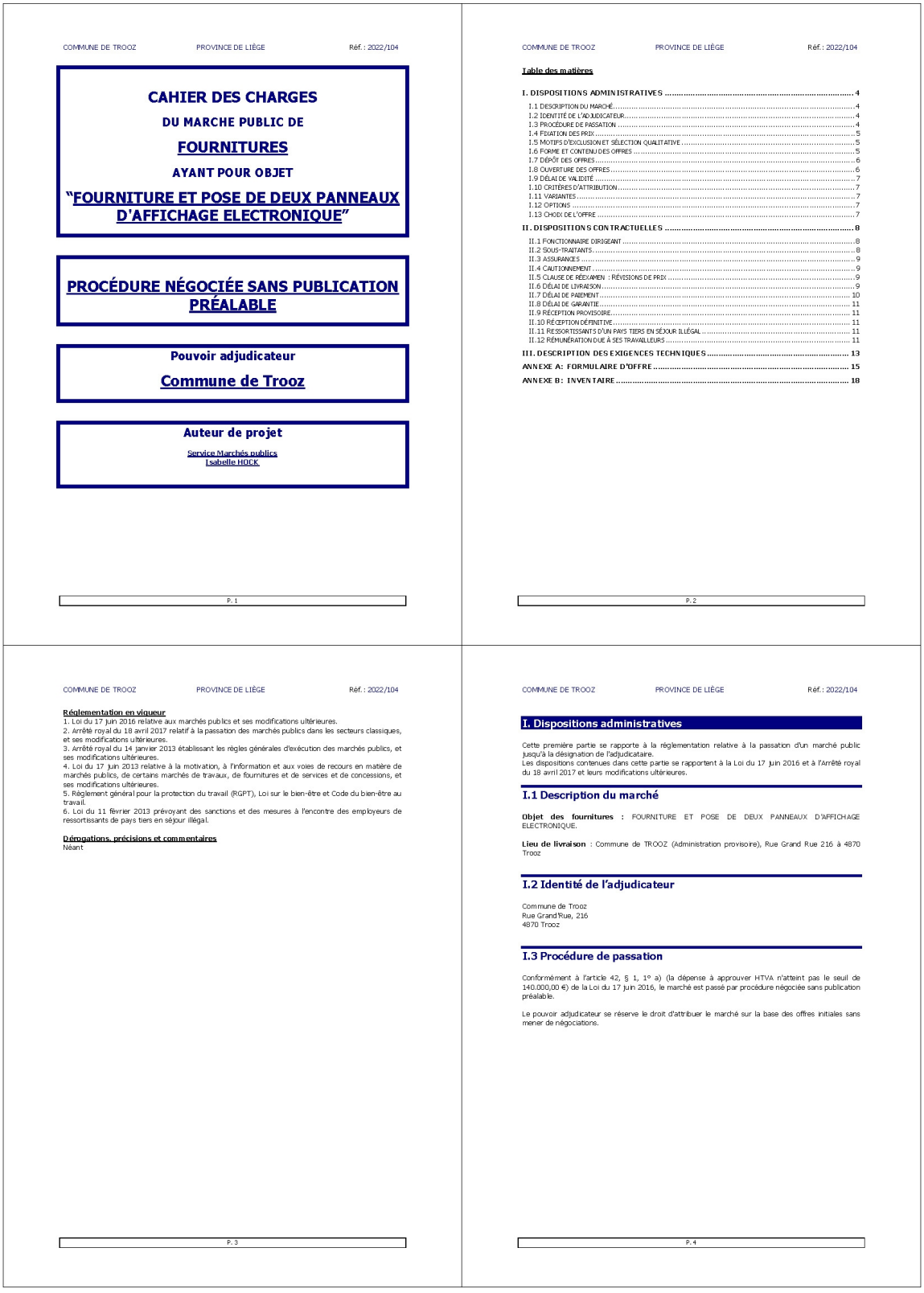
Vu l'avis favorable, écrit et motivé, émis en date de ce jour par Madame la Directrice financière sous la référence LEG0563 : " *Le projet de délibération apparait conforme aux dispositions légales.* " ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° 2022/104 et le montant estimé du marché “FOURNITURE ET POSE DE DEUX PANNEAUX D'AFFICHAGE ELECTRONIQUE”, établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 24.793,38 € hors TVA ou 29.999,99 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.
Article 3 : De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 104149/542-53.20220028.



COMMUNE DE TROOZ PROVINCE DE LIÈGE Réf. : 2022/104

CAHIER DES CHARGES

DU MARCHE PUBLIC DE

FOURNITURES

AYANT POUR OBJET

"FOURNITURE ET POSE DE DEUX PANNEAUX D'AFFICHAGE ELECTRONIQUE"

PROCÉDURE NÉGOCIÉE SANS PUBLICATION PRÉALABLE

Pouvoir adjudicateur

Commune de Trooz

Auteur de projet

Service Marchés publics
Isabelle HOCK

P. 1

COMMUNE DE TROOZ PROVINCE DE LIÈGE Réf. : 2022/104

Table des matières

I. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 4
I.1 DESCRIPTION DU MARCHÉ 4
I.2 IDENTITÉ DE L'ADJUDICATEUR 4
I.3 PROCÉDURE DE PASSATION 4
I.4 FIXATION DES PRIX 5
I.5 MOTIFS D'EXCLUSION ET SÉLECTION QUALITATIVE 5
I.6 FORME ET CONTENU DES OFFRES 5
I.7 DÉPÔT DES OFFRES 6
I.8 OUVERTURE DES OFFRES 6
I.9 DÉLAI DE VALIDITÉ 7
I.10 CRITÈRES D'ATTRIBUTION 7
I.11 VARIANTES 7
I.12 OPTIONS 7
I.13 CHOIX DE L'OFFRE 7
II. DISPOSITIONS CONTRACTUELLES 8
II.1 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT 8
II.2 SOUS-TRAITANTS 8
II.3 ASSURANCES 9
II.4 CAUTIONNEMENT 9
II.5 CLAUSE DE RÉEXAMEN : RÉVISIONS DE PRIX 9
II.6 DÉLAI DE LIVRAISON 9
II.7 DÉLAI DE PAIEMENT 10
II.8 DÉLAI DE GARANTIE 11
II.9 RÉCEPTION PROVISOIRE 11
II.10 RÉCEPTION DÉFINITIVE 11
II.11 RESSORTISSANTS D'UN PAYS TIERS EN SÉJOUR ILLÉGAL 11
II.12 RÉMUNÉRATION DUE À SES TRAVAILLEURS 11
III. DESCRIPTION DES EXIGENCES TECHNIQUES 13
ANNEXE A: FORMULAIRE D'OFFRE 15
ANNEXE B: INVENTAIRE 18

P. 2

COMMUNE DE TROOZ PROVINCE DE LIÈGE Réf. : 2022/104

Réglementation en vigueur

1. Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures.
2. Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures.
3. Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ses modifications ultérieures.
4. Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures.
5. Règlement général pour la protection du travail (RGPT), Loi sur le bien-être et Code du bien-être au travail.
6. Loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Dérogations, précisions et commentaires

Néant

P. 3

COMMUNE DE TROOZ PROVINCE DE LIÈGE Réf. : 2022/104

I. Dispositions administratives

Cette première partie se rapporte à la réglementation relative à la passation d'un marché public jusqu'à la désignation de l'adjudicataire.
Les dispositions contenues dans cette partie se rapportent à la Loi du 17 juin 2016 et à l'Arrêté royal du 18 avril 2017 et leurs modifications ultérieures.

I.1 Description du marché

Objet des fournitures : FOURNITURE ET POSE DE DEUX PANNEAUX D'AFFICHAGE ELECTRONIQUE.

Lieu de livraison : Commune de TROOZ (Administration provisoire), Rue Grand Rue 216 à 4870 Trooz

I.2 Identité de l'adjudicateur

Commune de Trooz
Rue Grand'Rue, 216
4870 Trooz

I.3 Procédure de passation

Conformément à l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) de la Loi du 17 juin 2016, le marché est passé par procédure négociée sans publication préalable.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

P. 4

I.4 Fixation des prix

Le présent marché consiste en un marché à prix global.

Le marché à prix global est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

I.5 Motifs d'exclusion et sélection qualitative

Le formulaire d'offre doit être accompagné des pièces suivantes :

Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion)
Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
L'article 70 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure.

Capacité économique et financière du soumissionnaire (critères de sélection)
Non applicable.

Capacité technique et professionnelle du soumissionnaire (critères de sélection)
Non applicable.

I.6 Forme et contenu des offres

Le soumissionnaire établit son offre en français et complète l'inventaire sur le modèle annexé au cahier des charges le cas échéant. Si le soumissionnaire établit son offre sur d'autres documents que le formulaire prévu, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

Tous les documents établis ou complétés par le soumissionnaire ou son mandataire sont datés et signés par celui-ci.

Lorsque l'offre est signée par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint à l'offre l'acte authentique ou sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration.

Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans l'offre que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché, telles que les prix, les délais, les conditions techniques, doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

Les prix doivent toujours être exprimés en euro.

I.7 Dépôt des offres

L'offre est établie sur papier et est glissée sous pli définitivement scellé mentionnant le numéro du cahier des charges (2022/104) ou l'objet du marché. Elle est envoyée par service postal ou remise par porteur.

L'offre doit être adressée à :

Commune de Trooz
Madame Isabelle HOCK
TRue Grand'Rue, 216
4870 Trooz

Le porteur remet l'offre à Madame Isabelle HOCK personnellement ou dépose cette offre dans la boîte prévue à cette fin à l'adresse reprise ci-dessus.

L'offre doit parvenir au pouvoir adjudicateur avant le 15 décembre 2022 à 12h30, que ce soit par envoi normal ou recommandé ou par dépôt à l'adresse susmentionnée.
L'offre peut également être envoyée par e-mail à l'adresse suivante : marches.publics@trooz.be

Par l'introduction d'une offre, les soumissionnaires acceptent sans condition le contenu du cahier des charges et des autres documents relatifs au marché, ainsi que le respect de la procédure de passation telle que décrite dans le cahier des charges et acceptent d'être liés par ces dispositions.

Lorsqu'un soumissionnaire formule une objection à ce sujet, il doit communiquer les raisons de cette objection au pouvoir adjudicateur par écrit et par courrier recommandé au plus tard 10 jours avant la date et l'heure limites d'introduction des offres.

I.8 Ouverture des offres

Il n'y a pas d'ouverture des offres en séance publique.

I.9 Délai de validité

Le soumissionnaire reste lié par son offre pendant un délai de 180 jours de calendrier, à compter de la date limite de réception des offres.

I.10 Critères d'attribution

Le prix est l'unique critère d'attribution. Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée sur la base du prix.

I.11 Variantes

Il est interdit de proposer des variantes libres.
Aucune variante exigée ou autorisée n'est prévue.

I.12 Options

Les soumissionnaires sont obligés de présenter une offre pour l'option exigée.
- Poste 2 [Option exigée] Proposition contrat de maintenance durant 1 ans pour chaque panneau

Il est interdit de proposer des options libres.

I.13 Choix de l'offre

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée en se fondant sur le meilleur rapport qualité / prix.

Par la présentation de son offre, le soumissionnaire accepte toutes les clauses du Cahier des Charges et renonce à toutes les autres conditions. Si le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'analyse des offres, que le soumissionnaire a ajouté des conditions qui rendent l'offre imprécise ou si le soumissionnaire émet des réserves quant aux conditions du Cahier des Charges, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer l'offre comme substantiellement irrégulière.

II. Dispositions contractuelles

Cette deuxième partie fixe la procédure relative à l'exécution du marché.
Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 et ses modifications ultérieures établissant les règles générales d'exécution des marchés publics est d'application.

II.1 Fonctionnaire dirigeant

Le collège communal est le fonctionnaire dirigeant du marché conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
En application des dispositions de l'article L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège communal est le seul organe compétent habilité à contrôler l'exécution du marché.

Le collège communal est représenté par :

Nom : Monsieur Nicolas HENRI ou Madame Isabelle HOCK
Adresse : Rue Grand-Rue, 216
Téléphone : 0484/58 08 98
E-mail : marches.publics@trooz.be

II.2 Sous-traitants

Le soumissionnaire peut faire valoir les capacités de sous-traitants ou d'autres entités. Dans ce cas, il joint à son offre les documents utiles desquels ressort l'engagement de ces sous-traitants ou entités de mettre les moyens nécessaires à la disposition du soumissionnaire.

Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités pour sa sélection qualitative en ce qui concerne les critères relatifs aux titres d'études et professionnels ou à l'expérience professionnelle pertinente, l'opérateur économique est tenu de travailler avec ces sous-traitants désignés lors de l'exécution du marché. Le recours à d'autres sous-traitants est soumis à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire demeure responsable envers le pouvoir adjudicateur lorsqu'il confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants.
Le pouvoir adjudicateur ne lie aucun lien contractuel avec ces sous-traitants.

Ces sous-traitants ne peuvent se trouver dans un des cas d'exclusion visés à l'article 67 de la Loi du 17 juin 2016, hormis le cas où l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de services concerné, conformément à l'article 70 de la loi, démontre vis-à-vis de du pouvoir adjudicateur avoir pris les mesures suffisantes afin de prouver sa fiabilité.

II.3 Assurances

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.
A tout moment durant l'exécution du marché, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

II.4 Cautionnement

Aucun cautionnement ne sera exigé pour ce marché.

II.5 Clause de réexamen : Révisions de prix

Il n'y a pas de révision des prix pour ce marché.

II.6 Délai de livraison

Le pouvoir adjudicateur n'a pas spécifié le délai de livraison. Par conséquent, le soumissionnaire doit proposer lui-même un délai de livraison dans son offre (en **jours ouvrables**).

II.7 Délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de 30 jours de calendrier à compter de la date de livraison pour procéder aux formalités de réception. Ce délai prend cours le lendemain de l'arrivée des fournitures à destination, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession du bordereau ou de la facture.

Le paiement du montant dû au fournisseur est effectué dans les 30 jours de calendrier à compter de la date de fin de la vérification, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés. Ladite facture vaut déclaration de créance.

Les éventuelles cessions et mises en gage de créances visées à l'article 87/1 §4 de la loi de 17 juin 2016 doivent être envoyées à :

Commune de Trooz
Madame Isabelle HOCK
Rue Grand'Rue, 216
4870 Trooz
Tél. : 04/351.93.24
Email : marches.publics@trooz.be

Conformément à l'article 192/1 de la Loi du 17/06/2016, le pouvoir adjudicateur accepte la transmission des factures sous un format électronique (au format XML selon le standard PEPPOL bis) et celles-ci peuvent être introduites directement via https://digital.belgium.be/e-invoicing/ ou via votre outil comptable (connecté au réseau PEPPOL).

La facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° les identifiants de processus et de facture;
2° la période de facturation;
3° les renseignements concernant le vendeur;
4° les renseignements concernant l'acheteur;
5° les renseignements concernant le bénéficiaire du paiement;
6° les renseignements concernant le représentant fiscal du vendeur;
7° la référence du contrat;
8° les détails concernant la fourniture;
9° les instructions relatives au paiement;
10° les renseignements concernant les déductions ou frais supplémentaires;
11° les renseignements concernant les postes figurant sur la facture;
12° les montants totaux de la facture;
13° la répartition par taux de TVA.

II.8 Délai de garantie

Le délai de garantie pour ces fournitures est de 12 mois calendrier.

Le délai de garantie prend cours à compter de la date de réception provisoire au lieu de livraison.

II.9 Réception provisoire

A l'expiration du délai de vérification, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

II.10 Réception définitive

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai. Lorsque la fourniture a donné lieu à réclamation pendant le délai de garantie, un procès-verbal de réception ou de refus de réception définitive est établi dans les quinze jours précédant l'expiration dudit délai.

II.11 Ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/2, alinéa 4, du Code pénal social, dans laquelle il est informé qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce que l'autorité adjudicatrice donne un ordre contraire.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :
- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification, visée à l'article 49/2, alinéas 1er et 2, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/12 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :
1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/2 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant occupe un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal ;
2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'entreprise est habilitée à résilier le contrat ;
3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

II.12 Rémunération due à ses travailleurs

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/1, alinéa 3, du Code pénal social, par laquelle il est informé d'un manquement grave à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit, cet adjudicataire ou sous-

traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce qu'il présente la preuve à l'autorité adjudicatrice que les travailleurs concernés ont reçu l'intégralité de leur rémunération.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :
- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification visée à l'article 49/1, alinéa 1er, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/4 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :
1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/1 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant manque gravement à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit ;
2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'adjudicataire est habilité à résilier le contrat ;
3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

III. Description des exigences techniques

Le marché est relatif à la fourniture et pose de deux panneaux d'affichage électronique multimédia comprenant les panneaux d'affichage à Leds full color, les supports, les moyens de programmation et mise à jour à distance, les logiciels et une formation pour la programmation et la maintenance.

Chaque panneau sera équipé de modules à leds avec un pitch de 6 mm.

Les dimensions d'affichage sont, en format « portrait », de l'ordre de 150 à 160 cm de haut et 110 à 120 cm de large, ces mesures pouvant varier quelque peu (la superficie totale des panneaux devrait être comprise entre 1.40 et 1.80 m²) . Les possibilités d'affichage sont : fixe, clignotant, défilant, affichage de texte alphanumérique (à préciser tailles possibles dans l'offre), affichage d'images et de vidéos.
La zone d'affichage sera surmontée d'un bandeau rétro éclairé de même largeur que le caisson et d'une hauteur de +/- 30 cm, intégré ou non dans le caisson du panneau d'affichage. Sur ce bandeau figureront le logo de la Ville et l'indication « Commune de Trooz ».
Le caisson est réalisé en profilé d'aluminium ou en acier électrozingué et thermolaqué d'une couleur RAL à définir à la commande, avec une face ouvrante en verre trempé ou feuilleté ; indice de protection minimum : IP55.
Le panneau d'affichage est climatisé, au moyen d'une ventilation et d'un système de chauffage, ceci afin d'optimiser les conditions de fonctionnement des éléments électroniques et éviter la condensation.
Les leds (3 couleurs RGB) garantissent une homogénéité de couleur et une luminosité égale ou supérieure à 7500 cd/m². Un capteur de luminosité gère l'intensité de l'affichage en fonction de la clarté environnante, assurant aussi de cette manière une économie de fonctionnement.
L'image doit pouvoir être vue aisément dans un angle minimum de 140°, tant horizontalement que verticalement.
L'équipement électrique prévoit une stabilisation du courant d'alimentation et une protection contre la surtension.
Le panneau sera fixé sur un mât unique en aluminium ou en acier électrozingué et laqué, le bas du caisson se situant entre 2,30 m et 2,40 m du sol.
L'entreprise comprend les terrassements, confection du socle, fixation, signalisation et dispositifs de sécurité durant toute la mise en place, l'évacuation des déblais et la remise en ordre de la zone concernée par le chantier.
La longueur du raccordement à enterrer pour rejoindre une armoire électrique est de 30 m comprenant des revêtements hydrocarbonés et du pavage béton.

Programmation
Le logiciel de diffusion sera simple d'utilisation et permet aisément l'envoi de messages et visuels sous divers types de fichiers (images, textes, vidéos).
Il doit pouvoir fonctionner sur PC sous Linux, Window 's.
Programmation à distance par l'intermédiaire de modems GPRS.
Un port Ethernet situé à l'arrière de l'écran est également inclus dans chaque panneau.
L'interface doit permettre la transmission vers plusieurs terminaux.
Une formation de l'opérateur au logiciel est comprise dans l'offre et lui permettra :

- d'éditer les messages
- importer des images
- mettre en mémoire et sauvegarder en cas de coupure d'alimentation
- programmer l'affichage par jour, par heure, par priorité

Une formation à la maintenance de l'outil est également comprise dans l'offre.

Tout le matériel fourni sera conforme aux dernières normes CE.

L'offre sera accompagnée d'une documentation détaillée sur le panneau et le logiciel.

OPTION
Le soumissionnaire joindra à son offre une proposition de contrat de maintenance pour une période de 4 ans ; en outre, il donnera des précisions quant aux conditions du SAV : disponibilité des pièces et délai d'intervention.
Des écrans du type proposé dans l'offre doivent pouvoir être présenté aux instances communales pour apprécier la qualité du produit avant attribution du marché.

ANNEXE A: FORMULAIRE D'OFFRE

OFFRE DE PRIX POUR LE MARCHE AYANT POUR OBJET
"FOURNITURE ET POSE DE DEUX PANNEAUX D'AFFICHAGE ELECTRONIQUE"

Procédure négociée sans publication préalable

Important : ce formulaire doit être complété dans son entièreté, et signé par le soumissionnaire. Le montant total de l'offre doit être complété en chiffres ET en toutes lettres.

Personne physique
Le soussigné (nom et prénom) :
Qualité ou profession :
Nationalité :
Domicile (adresse complète) :

Téléphone :
GSM :
Fax :
E-mail :
Personne de contact :

Soit (1)

Personne morale
La firme (dénomination, raison sociale) :
Nationalité :
ayant son siège social à (adresse complète) :

Téléphone :
GSM :
Fax :
E-mail :
Personne de contact :

représentée par le(s) soussigné(s) :
(Les mandataires joignent à leur offre l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration. Ils peuvent se borner à indiquer le numéro de l'annexe du Moniteur belge qui a publié l'extrait de l'acte concerné.)

Soit (1)

Groupement d'opérateurs économiques (y compris la société momentanée)

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :
Qualité ou profession :
Nationalité :
Adresse ou siège social :

Téléphone :
GSM :
E-mail :
Personne de contact :

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :
Qualité ou profession :
Nationalité :

Adresse ou siège social :

Téléphone :
GSM :
E-mail :
Personne de contact :

Ces données doivent être complétées pour chacun des participants au groupement.

Le groupement est représenté par l'un des participants, dont le nom est :

S'ENGAGE(NT) À EXÉCUTER LE MARCHÉ CONFORMÉMENT AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU CAHIER DES CHARGES DU MARCHÉ PUBLIC SUSMENTIONNÉ (2022/104) :

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

délai de livraison (en jours ouvrables):
.....

Informations générales

Numéro d'immatriculation à l'ONSS :
Numéro d'entreprise (en Belgique uniquement) :

Sous-traitants

Il sera fait appel à des sous-traitants : OUI / NON *(biffer les mentions inutiles)*

Personnel

Du personnel soumis à la législation sociale d'un autre pays membre de l'Union européenne est employé :

OUI / NON *(biffer les mentions inutiles)*

Cela concerne le pays membre de l'UE suivant :

Paiements

Les paiements seront effectués valablement par virement ou versement sur le compte (IBAN/BIC)
..... de l'institution financière ..... ouvert au nom de ..... .

Nom et prénom : ..... Signature :

Documents à joindre à l'offre

A cette offre, sont également joints :
- les documents spécifiés dans le cahier des charges imposé de fournir ;
- les modèles, échantillons et autres informations, que le cahier des charges impose de fournir.

Fait à .....

Le .....

Le soumissionnaire,

Signature : .....

Nom et prénom : .....

Fonction : .....

(1) Biffer les mentions inutiles

ANNEXE B: INVENTAIRE

"FOURNITURE ET POSE DE DEUX PANNEAUX D'AFFICHAGE ELECTRONIQUE"

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
1	[Option autorisée] Panneau d'affichage LED + mât L'option est proposée par le soumissionnaire : OUI / NON (*barrer la mention inutile*)	QF	pièce	2		
					OPTIONS NON COMPRISES	
					Total HTVA :	
					TVA 21% :	
					Total TVAC :	
					OPTIONS	
					Total HTVA :	
					TVA 21% :	
					Total TVAC :	
					OPTIONS COMPRISES	
					Total HTVA :	
					TVA 21% :	
					Total TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

6- MODIFICATION BUDGÉTAIRE N°2 POUR L'EXERCICE 2022 - SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Le Conseil communal,

Vu les articles 41 et 162 de la Constitution ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie Livre III ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la Circulaire du 13 juillet 2021 de Monsieur COLLIGNON, Ministre wallon des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives contenant la Circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes et des CPAS de la Région wallonne […] pour l'année 2022 ;

Vu le budget communal pour l'exercice 2022 ;

Vu le projet de modifications budgétaires établi par le Collège communal ;

Vu la transmission du dossier à Madame la Directrice financière en date du 17 novembre 2022 ;

Vu l'avis de légalité favorable, écrit et motivé, émis en date du 21 novembre 2022 par Madame la Directrice financière sous la référence LEG0562 : " *Cette modification budgétaire permet de terminer l'exercice budgétaire 2022 avec les crédits nécessaires aux dépenses à prévoir principalement en ce qui concerne la gestion des inondations.* " ;

Attendu que le Collège communal veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Attendu que le Collège communal veillera, en application de l'article L1122-23, §2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication des présentes modifications budgétaires, dans les cinq jours de leur adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission des présentes modifications budgétaires aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant les présentes modifications budgétaires ;

Considérant l'avis des membres de la Commission prévue à l'article 12 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en annexe ;

Considérant la présentation en séance de la modification budgétaire ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article 1er : D'arrêter comme suit les modification budgétaires n° 2 de l'exercice 2022 :	**Service ordinaire**	**Service extraordinaire**
Recettes exercice proprement dit	15.232.994,60	10.609.041,19
Dépenses exercice proprement dit	14.036.919,99	10.959.201,97
Boni/mali exercice proprement dit	1.196.074,61	-350.160,78
Recettes exercices antérieurs	131.603,17	3.070.999,62
Dépenses exercices antérieurs	1.327.481,56	3.090.583,57

Prélèvements en recettes	0,00	475.910,14
Prélèvements en dépenses	0,00	106.165,41
Recettes globales	15.364.597,77	14.155.950,95
Dépenses globales	15.364.401,55	14.155.950,95
Boni global	196,22	0,00

Article 2 : La présente modification budgétaire sera publiée conformément à l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pendant dix jours.

Article 3 : Le présent budget sera transmis au Service des Finances, à la Directrice financière ainsi qu'aux autorités de tutelle.

7- TAXE FIXE ADDITIONNELLE AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER - EXERCICE 2023

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 à 3 et L3122-2 ;

Vu le Décret de la Région wallonne du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article 26, 3° ;

Vu la Circulaire de Monsieur le Ministre wallon du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville contenant les instructions relatives à l'élaboration des budgets des Communes de la Région wallonne pour l'année 2023 ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment les articles 465 à 469 ;

Considérant que le rendement de la taxe s'élèverait à 1.944.379,52 € pour l'exercice fiscal 2023, sur base d'un taux de 2.800 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions de Service Public ;

Vu l'avis favorable, écrit et motivé, émis en date du 14 octobre 2022 par Madame la Directrice financière sous la référence LEG0551 sur base d'un taux de 2.800 : " *Le projet de délibération apparait conformes aux dispositions légales.* " ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

ARRETE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article1er : Il est établi, au profit de la Commune, pour l'exercice d'imposition 2023, 2.800 centimes additionnels au précompte immobilier dû à l'Etat par les propriétaires d'immeubles sis sur le territoire de la Commune.

Article 2 : Ces centimes additionnels seront perçus par le Service public de Wallonie.

Article 3 : Le présent règlement entre en vigueur dès le jour de sa publication.

Article 4 : La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon en application de la tutelle générale d'annulation.

8- RÈGLEMENT RELATIF À LA REDEVANCE SUR LES CONCESSIONS DE SÉPULTURES ET RELATIF AUX TARIF POUR LES ANNÉES 2023 À 2025

Le Conseil communal,
Considérant que l'instruction de ce dossier n'est pas terminée ;

DECIDE de retirer le présent point de l'ordre du jour.

9- ENSEIGNEMENT COMMUNAL - SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 2022

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'Arrêté royal du 20 août 1977 portant coordination des lois sur l'enseignement maternel et primaire ;

Vu le Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du Personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel que modifié ;

Vu le Décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la règlementation de l'enseignement ;

Vu les Circulaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles relatives à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire subventionné pour l'année scolaire 2022-2023 ;

Après avoir entendu le rapport de Madame l'Echevine JUPRELLE ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

ARRÊTE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, l'organisation de l'enseignement communal subventionné pour l'année scolaire 2022-2023 comme suit :

2022-2023

Pour le calcul de l'encadrement des enfants, sont pris en compte :

a) pour l'enseignement primaire :
la population scolaire au 15/01/2022 pour les groupes scolaires I et II.

b) pour l'enseignement maternel :
la population scolaire au 30/09/2022 pour les groupes scolaires I et II

c) pour les cours philosophiques : la population scolaire au 30/09/2022.

Afin de soutenir les écoles situées en zones sinistrées et impactées par les inondations de juillet 2021, la Direction Générale de l'Enseignement Obligatoire de l'Administration générale de l'enseignement à la Fédération Wallonie Bruxelles a décidé de prendre différentes mesures afin de limiter la perte de capital-périodes.

Pour l'organisation de l'année scolaire 2022-2023, elle a réalisé un bilan très complet de la situation des écoles qui se sont déclarées impactées par les inondations, bilan basé sur les variations des populations scolaires mais aussi sur les visites et rapports des vérificateurs.

Il en résulte :
- *l'octroi automatique et à titre dérogatoire, dès le 29 août 2022, de la moitié de la perte du capital-période (périodes titulaire de classe, maitres d'adaptation et d'éducation physique) de l'implantation touchée par les inondations ;*
- *l'autorisation du recomptage au 01/10/2022 si l'encadrement de l'implantation sinistrée calculé sur base des populations primaires au 30/09/2022 est plus intéressant que l'encadrement et les périodes dérogatoires obtenues au 29/08/2022.*

Concrètement, cela représente pour nos écoles :
- *Groupe I : 7 périodes*
- *Groupe II : 23 périodes*

Les règles habituelles de calcul des périodes DASPA-FLA, RLMO, langues modernes, P1P2 restent d'application.

En ce qui concerne les cours philosophiques, le nombre d'élèves inscrits au cours de philosophie et citoyenneté à Prayon a permis l'organisation d'un groupe supplémentaire à partir du 1er octobre 2022. C'est également le cas pour les cours de religion catholique et de religion islamique.

Depuis le 1er octobre 2020, des périodes supplémentaires FLA (Français Langue d'Apprentissage) ont été octroyées aux deux groupes scolaires, en maternel et en primaire, dans le cadre du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maitrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. Ces périodes concernaient les élèves de M2 à P6 ayant obtenu un résultat faible (B) ou très faible (C). Le coefficient de période par élève FLA était de 0,4.

En 2022-2023, ces périodes ne concernent plus que les élèves de M2 à P4, ayant eu un résultat très faible (C). En outre, le coefficient est passé à 0.3.

Pour l'année 2022-2023, l'accompagnement personnalisé concerne uniquement les 1ères et 2èmes primaires. Ce capital-périodes est mis à la disposition des équipes pédagogiques pour mettre en place des dispositifs de différenciation et d'accompagnement personnalisé en P1-P2 pendant minimum 2 périodes par semaine. Ces périodes sont octroyées du 29 août 2022 au 7 juillet 2023.

Chaque implantation reçoit 1 période par tranche entamée de 12 élèves (avec un minimum garanti de 2 périodes par implantation) sur base de la population scolaire physique cumulée de P1-P2 du 15 janvier 2022.

GROUPE I

Fraipont : Maternel : 36 inscrits (dont 9 primo-arrivants)
2,5 classes

Primaire : 67 inscrits
3 classes + 1 classe du DASPA

Nessonvaux : Maternel : 15 inscrits
1 classe

Primaire : 34 inscrits
3 classes

TOTAL PRIMAIRE : 101 inscrits

CAPITAL-PERIODES : Primaire : 200 périodes
= 5 classes + 24 périodes d'adaptation et 2 périodes reliquat
+ 10 périodes d'éducation physique
+ 6 périodes P1/P2
+ 6 périodes de secondes langues
+ 9 périodes d'encadrement différencié
+ 5 périodes de philosophie et citoyenneté
+ 1 complément de direction à raison de 18 périodes complété par les mesures ci-après permettant qu'il soit tout à fait déchargé de classe.

La transformation de la totalité des moyens alloués pour l'aide spécifique aux directions 2022-2023 en capital-périodes a permis l'octroi de 5 périodes supplémentaires destinées à décharger le directeur d'une partie de ses heures de classe.

TOTAL MATERNEL : 51 inscrits
Période FLA : 1
Périodes élèves primos ou assimilés- primos : 4

Dans le groupe I :
- 1 Directeur sans classe à titre définitif ;
- 8 emplois d'instituteur(trice)s primaires (dont un dans la classe DASPA)
- 3,5 emplois d'institutrices maternelles à temps plein (+ ½ emploi en qualité d'APE)

Dans les *classes primaires*, les emplois sont tenus par :
- 3 titulaires nommés à titre définitif à temps plein ;
- 1 titulaire à titre définitif à raison de 24 périodes hebdomadaires, dans la classe DASPA ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à raison de 7 périodes affecté aux FLA (Français Langue d'apprentissage) + Primo-arrivant et Assimilé primo-arrivant + 2 périodes Accompagnement personnel + 4 périodes aide P1-P2 + 9 périodes d'aide + 2 périodes d'aide DASPA
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, dont 4 périodes d'encadrement différencié
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, dont 5 périodes d'encadrement différencié
- 1 titulaire nommé à titre définitif à raison de 20 périodes, dont, 1 période FLA et 1 période DASPA, en congé pour interruption irréversible de la carrière professionnelle à raison d'un cinquième-temps ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à raison de 7 périodes, en charge de la gestion des cyberclasses ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à raison de 3 périodes en charge de la fonction de référent numérique (missions collectives) ;
- 1 titulaire à titre définitif à raison de 4 périodes hebdomadaires, en vue de compléter les prestations du titulaire nommé à titre définitif en congé pour interruption irréversible de la carrière professionnelle à raison d'1/5 temps ;
- 1 titulaire à titre définitif à raison de 2 périodes d'Accompagnement personnalisé ;
- 1 titulaire maître en éducation physique à titre définitif à raison de 6 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître en éducation physique à titre définitif à raison de 4 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître en éducation physique à raison de 2 périodes hebdomadaire, à charge du PO ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : anglais, à titre définitif à raison de 4 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : néerlandais, à titre définitif à raison de 2 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de philosophie et citoyenneté à titre définitif à raison de 5 périodes hebdomadaires ;

Dans les *classes maternelles*, les emplois sont tenus par :
- 2 titulaires nommés à titre définitif, à temps plein, dont un en congé de maladie ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, en disponibilité totale et réaffecté à temps plein en remplacement d'un agent en congé de maladie ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à mi-temps, en congé de maladie

- 1 titulaire nommé à titre définitif, à temps plein, en disponibilité à mi-temps et réaffecté dans le remplacement de l'agent à mi-temps en congé de maladie ;
- 1 titulaire APE, à mi-temps ;
- 1 titulaire à titre temporaire à mi-temps à charge du PO ;
- 1 titulaire à titre temporaire, affecté à 1 période FLA et 4 Primos et Assimilé-primos-arrivants

Cours philosophiques

- Cours de philosophie et citoyenneté : 3 périodes ;
- Cours de religion catholique : 3 périodes ;
- Cours de religion islamique : 3 périodes ;

Education physique

Les périodes d'éducation physique dispensées aux élèves sont réparties comme suit : deux heures de gymnastique pour les élèves de la 1ère à la 6ème primaire. En raison des difficultés d'accès à une piscine proche, les cours de natation en 1ère et 2e primaires ainsi qu'en maternelle, sont momentanément suspendus.

Ces périodes sont dispensées par :
- Madame Bollette : 6 périodes ;
- Madame Charbon : 6 périodes (dont 2 à charge du P.O.) ;

****

GROUPE II

Prayon : Maternel : 21 inscrits
1 classe 1/2

Primaire : 41 inscrits
3 classes

La Brouck : Maternel : 18 inscrits
1 classe

Primaire : 30 inscrits
3 classes

Péry : Maternel : 20 inscrits
1 classe 1/2

Primaire : 64 inscrits
3 classes

TOTAL PRIMAIRE : 135 inscrits.

CAPITAL-PERIODES : PRIMAIRE : 259 périodes
= 7 classes + 12 périodes d'adaptation + 10 périodes de reliquat
+ 14 périodes d'éducation physique
+ 6 périodes P1/P2
+ 8 périodes de secondes langues
+ 10 périodes d'encadrement différencié
+ 7 périodes de philosophie et citoyenneté
+ 1 directeur sans classe

TOTAL MATERNEL : 59 élèves
Périodes FLA : 4
Période APA : 1

Dans le groupe II :

- 1 Directeur sans classe ;
- 10 emplois d'instituteur(trice)s primaires titulaires de classe
- 5,5 emplois d'institutrices maternelles.

1. Dans *les classes primaires*, les emplois sont tenus par :

- 2 titulaires nommés à titre définitif à temps plein, en congé, dont un en congé de maladie ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif prestant à ¾ temps dans le cadre d'un congé pour prestations réduites pour convenance personnelle, à raison de ¼ temps ;

- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, en congé pour prestations réduites pour convenance personnelle ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein dont 1 période FLA (Français Langue d'apprentissage) et 1 période P & APA
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein dont 6 périodes d'encadrement différencié ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein dont 2 périodes FLA, en congé pour interruption partielle de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental,
- 1 titulaire nommé à titre définitif à temps plein, en DPPR pour 6 périodes hebdomadaires, affecté à 16 périodes d'aide (P1-P2 & P5-P6) et à 2 périodes d'Acc. Perso (actuellement en congé de maladie)
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à raison de 22 périodes, dont 4 périodes ED, 4 périodes d'aide, 4 périodes d'Acc. perso, 4 périodes en classe P1-P2 et 6 périodes en classe P3-P4 ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 3 périodes ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 9 périodes à la charge du PO ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 18 périodes dont 12 périodes en remplacement d'un titulaire en congé de maladie et 6 périodes en remplacement d'un titulaire en congé pour prestations réduites pour convenance personnelle, à raison de ¼ temps
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 6 périodes à la charge du PO ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 12 périodes à la charge du PO ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à temps plein, pour 18 périodes en remplacement de l'agent en DPPR, actuellement malade, pour 4 périodes en remplacement de l'agent en congé pour interruption partielle de la carrière professionnelle dans le cadre du congé parental, et également en charge de 2 périodes FLA
- 1 titulaire nommé à titre définitif à raison de 6 périodes hebdomadaires pour la gestion des cyberclasses ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif à raison de 4 périodes hebdomadaires en charge de la fonction de référent numérique (missions collectives) ;
- 1 titulaire maître d'éducation physique à titre définitif à raison de 12 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître d'éducation physique à titre définitif à raison de 4 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de seconde langue : anglais à titre définitif à raison de 8 périodes hebdomadaires ;
- 1 titulaire maître de philosophie et citoyenneté à titre définitif à raison de 14 périodes hebdomadaires ;

2. Dans *les classes maternelles*, les emplois sont tenus par :

- 4 titulaires nommés à titre définitif à temps plein ;
- 1 titulaire nommé à titre définitif, à mi-temps, en congé de maladie ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 4 périodes FLA et 1 période APA ;
- 1 titulaire à titre temporaire, à mi-temps, en remplacement d'un agent en congé de maladie
- 1 titulaire à titre temporaire, à raison de 13 périodes à la charge PO ;

Cours philosophiques

- Cours de philosophie et citoyenneté : 7 périodes ;
- Cours de religion catholique : 6 périodes ;
- Cours de religion islamique : 3 périodes ;

Education physique

Les périodes d'éducation physique dispensées aux élèves sont réparties comme suit : deux heures de gymnastique pour les élèves de la 1ère à la 6ème primaire. En raison de la crise du Covid-19, les cours de natation en 1ère et 2e primaires ainsi qu'en maternelle sont momentanément suspendus.

Ces périodes sont dispensées par :

- Madame Bollette : 12 périodes ;
- Madame Charbon : 4 périodes

****

Encadrement différencié

Les implantations scolaires de Nessonvaux et de Prayon-Centre bénéficient respectivement de 8 et de 10 périodes complémentaires dans le cadre de l'encadrement différencié.

****

Education physique

Groupe I : 10 périodes (6 pour Mme Bollette – 4 pour Mme Charbon, qui preste également 2 périodes à charge du P.O.).
Groupe II : 16 périodes (12 pour Mme Bollette – 4 pour Mme Charbon)

Promotion du cours de secondes langues

Le cours de secondes langues est obligatoire. 14 périodes, générées par le nombre d'élèves inscrits en 4ème année et 5ème année le 15 janvier 2022, sont subsidiées.

Promotion de la Santé à l'école

Le service de promotion de la santé à l'école a plusieurs missions. Il s'agit notamment de la promotion de la santé dans l'école et la promotion d'un environnement favorable à la santé à l'école. Ces équipes médicales assurent également le suivi de la santé globale des enfants, en réalisant des examens médicaux de base ou plus spécifiques, tels des vaccinations ou les rappels de celles-ci, selon le désir des parents. Il permet également parfois de déceler certaines déficiences et réalise des animations ayant trait à la vue, l'ouïe, le maintien, le poids, l'hygiène, la dentition des élèves.

Classes de dépaysement

Organisés dans les deux groupes et financés en grande partie par l'Administration communale, ces séjours dans un autre pays ou dans une autre région, ont pour but de permettre aux élèves du degré supérieur de toutes les implantations de l'entité de découvrir un milieu différent, d'autres mentalités, d'autres mœurs et d'être confrontés à des situations nouvelles.

Ces classes de dépaysement permettent également de promouvoir des nouvelles relations sociales entre les élèves et les membres du personnel enseignant qui les accompagne. En régime de mi-temps pédagogique, l'enseignement y est organisé à raison de 3h/jour et complété par des activités de plein air et sportives, par des visites pédagogiques et des découvertes de la nature.

Pour 2022-2023 :

- Les classes de neige se dérouleront à Bellevaux (France), en mars 2023
  40 enfants sont susceptibles d'y participer.

- Les classes de sports s'organiseront à Neufchâteau, du 3 au 7 avril 2023.
  43 enfants sont susceptibles d'y participer.

****

Périodes à charge du P.O. – Année scolaire 2022-2023

- Madame Estelle DURANTE : 12 périodes, du 29/08/2022 au 30/09/2022 (institutrice primaire);
- Monsieur Julien MARVILLE : 6 périodes, du 29/08/2022 au 30/09/2022 (instituteur primaire) ;
- Madame Jody MARECHAL : 13 périodes, du 29/08/2022 au 07/09/2022 (institutrice maternelle) ;
- Madame Charline CROMMEN : 13 périodes, du 29/08/2022 au 30/09/2022 (institutrice maternelle) ;
- Madame Charline CROMMEN : 2 périodes, du 29/08/2022 au 30/09/2022 (institutrice primaire - daspa) ;
- Madame Caroline CHARBON : 4 périodes, du 29/08/2022 au 30/09/2022 (maîtresse d'éducation physique) ;
- Madame Estelle DURANTE : 12 périodes, du 01/10/2022 au 23/12/2022 (institutrice primaire)
- Monsieur Julien MARVILLE : 6 périodes, du 01/10/2022 au 23/12/2022 (instituteur primaire) ;
- Madame Jody MARECHAL : 13 périodes, du 03/10/2022 au 21/10/2022 (institutrice maternelle) ;
- Madame Charline CROMMEN : 13 périodes, du 01/10/2022 au 21/10/2022 (institutrice maternelle) ;
- Madame Charline CROMMEN : 2 périodes, du 01/10/2022 au 21/10/2022 (institutrice primaire - daspa) ;
- Madame Caroline CHARBON : 4 périodes, du 01/10/2022 au 07/07/2023 (maîtresse d'éducation physique) ;

Périodes sollicitées auprès du PO du 01/10/22 au 07/07/2023 – enseignement primaire

- Madame Estelle DURANTE, 12 périodes (Prayon P1-P2)
- Monsieur Julien MARVILLE, 6 périodes (Péry P3-P4)
- Madame Caroline CHARBON, 2 périodes éducation physique(Ness)
- Madame Sabrina CALLE, 9 périodes (Péry P5-P6)

Total : 29 périodes

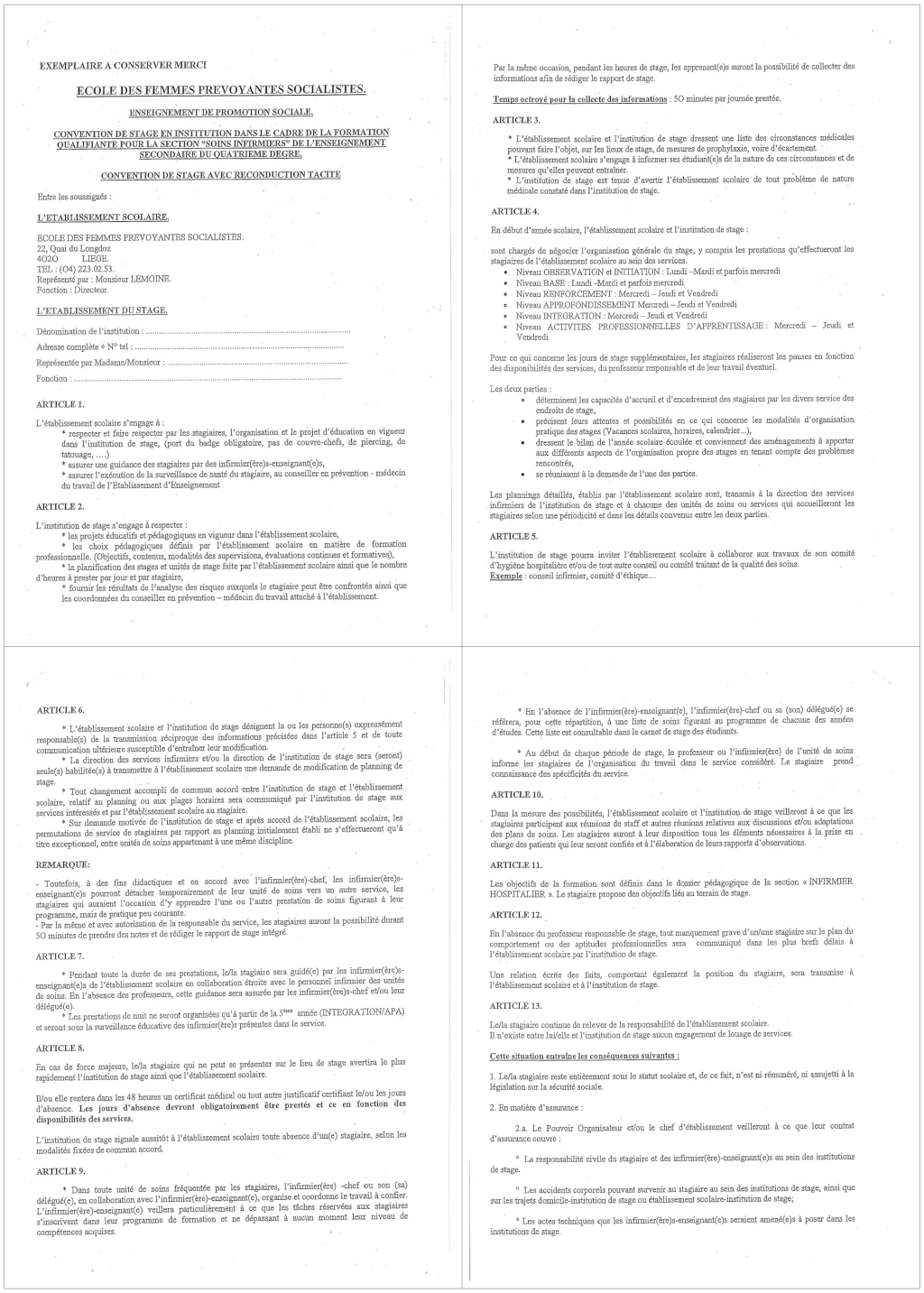
10- CONVENTION CONCERNANT L'ACCUEIL DE STAGIAIRES DURANT L'ANNÉE ACADÉMIQUE 2022-2023 - FEMMES PRÉVOYANTES SOCIALISTES

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le courrier 377009 du 5 juillet 2022 de l'école des Femmes Prévoyantes Socialistes de Liège relatif à l'accueil de stagiaires au sein des écoles communales, dans le cadre de leur formation qualifiante pour la section « soins infirmiers » de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire ;

Vu la proposition de convention y annexée, concernant les implantations maternelles communales des deux groupes scolaires et cet institut de Promotion Sociale, pour l'année académique 2022-2023 :



EXEMPLAIRE A CONSERVER MERCI

ECOLE DES FEMMES PREVOYANTES SOCIALISTES.

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE.

CONVENTION DE STAGE EN INSTITUTION DANS LE CADRE DE LA FORMATION QUALIFIANTE POUR LA SECTION "SOINS INFIRMIERS" DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DU QUATRIEME DEGRE.

CONVENTION DE STAGE AVEC RECONDUCTION TACITE

Entre les soussignés :

L'ETABLISSEMENT SCOLAIRE.

ECOLE DES FEMMES PREVOYANTES SOCIALISTES.
22, Quai du Longdoz
4020 LIEGE.
TEL. : (04) 223.02.53.
Représenté par : Monsieur LEMOINE.
Fonction : Directeur.

L'ETABLISSEMENT DU STAGE.

Dénomination de l'institution : .....

Adresse complète + N° tel : .....

Représentée par Madame/Monsieur : .....

Fonction : .....

ARTICLE 1.

L'établissement scolaire s'engage à :
* respecter et faire respecter par les stagiaires, l'organisation et le projet d'éducation en vigueur dans l'institution de stage, (port du badge obligatoire, pas de couvre-chefs, de piercing, de tatouage, ….)
* assurer une guidance des stagiaires par des infirmier(ère)s-enseignant(e)s,
* assurer l'exécution de la surveillance de santé du stagiaire, au conseiller en prévention - médecin du travail de l'Etablissement d'Enseignement

ARTICLE 2.

L'institution de stage s'engage à respecter :
* les projets éducatifs et pédagogiques en vigueur dans l'établissement scolaire,
* les choix pédagogiques définis par l'établissement scolaire en matière de formation professionnelle. (Objectifs, contenus, modalités des supervisions, évaluations continues et formatives),
* la planification des stages et unités de stage faite par l'établissement scolaire ainsi que le nombre d'heures à prester par jour et par stagiaire,
* fournir les résultats de l'analyse des risques auxquels le stagiaire peut être confrontés ainsi que les coordonnées du conseiller en prévention – médecin du travail attaché à l'établissement.

Par la même occasion, pendant les heures de stage, les apprenant(e)s auront la possibilité de collecter des informations afin de rédiger le rapport de stage.

Temps octroyé pour la collecte des informations : 50 minutes par journée prestée.

ARTICLE 3.

* L'établissement scolaire et l'institution de stage dressent une liste des circonstances médicales pouvant faire l'objet, sur les lieux de stage, de mesures de prophylaxie, voire d'écartement.
* L'établissement scolaire s'engage à informer ses étudiant(e)s de la nature de ces circonstances et de mesures qu'elles peuvent entraîner.
* L'institution de stage est tenue d'avertir l'établissement scolaire de tout problème de nature médicale constaté dans l'institution de stage.

ARTICLE 4.

En début d'année scolaire, l'établissement scolaire et l'institution de stage :

sont chargés de négocier l'organisation générale du stage, y compris les prestations qu'effectueront les stagiaires de l'établissement scolaire au sein des services.

- Niveau OBSERVATION et INITIATION : Lundi –Mardi et parfois mercredi
- Niveau BASE : Lundi -Marci et parfois mercredi
- Niveau RENFORCEMENT : Mercredi – Jeudi et Vendredi
- Niveau APPROFONDISSEMENT Mercredi – Jeudi et Vendredi
- Niveau INTEGRATION : Mercredi – Jeudi et Vendredi
- Niveau ACTIVITES PROFESSIONNELLES D'APPRENTISSAGE : Mercredi – Jeudi et Vendredi

Pour ce qui concerne les jours de stage supplémentaires, les stagiaires réaliseront les pauses en fonction des disponibilités des services, du professeur responsable et de leur travail éventuel.

Les deux parties :
- déterminent les capacités d'accueil et d'encadrement des stagiaires par les divers service des endroits de stage,
- précisent leurs attentes et possibilités en ce qui concerne les modalités d'organisation pratique des stages (Vacances scolaires, horaires, calendrier…),
- dressent le bilan de l'année scolaire écoulée et conviennent des aménagements à apporter aux différents aspects de l'organisation propre des stages en tenant compte des problèmes rencontrés,
- se réunissent à la demande de l'une des parties.

Les plannings détaillés, établis par l'établissement scolaire sont, transmis à la direction des services infirmiers de l'institution de stage et à chacune des unités de soins ou services qui accueilleront les stagiaires selon une périodicité et dans les détails convenus entre les deux parties.

ARTICLE 5.

L'institution de stage pourra inviter l'établissement scolaire à collaborer aux travaux de son comité d'hygiène hospitalière et/ou de tout autre conseil ou comité traitant de la qualité des soins.
Exemple : conseil infirmier, comité d'éthique….

ARTICLE 6.

* L'établissement scolaire et l'institution de stage désignent la ou les personne(s) expressément responsable(s) de la transmission réciproque des informations précisées dans l'article 5 et de toute communication ultérieure susceptible d'entraîner leur modification.
* La direction des services infirmiers et/ou la direction de l'institution de stage sera (seront) seule(s) habilitée(s) à transmettre à l'établissement scolaire une demande de modification de planning de stage.
* Tout changement accompli de commun accord entre l'institution de stage et l'établissement scolaire, relatif au planning ou aux plages horaires sera communiqué par l'institution de stage aux services intéressés et par l'établissement scolaire au stagiaire.
* Sur demande motivée de l'institution de stage et après accord de l'établissement scolaire, les permutations de service de stagiaires par rapport au planning initialement établi ne s'effectueront qu'à titre exceptionnel, entre unités de soins appartenant à une même discipline.

REMARQUE:

- Toutefois, à des fins didactiques et en accord avec l'infirmier(ère)-chef, les infirmier(ère)s-enseignant(e)s pourront détacher temporairement de leur unité de soins vers un autre service, les stagiaires qui auraient l'occasion d'y apprendre l'une ou l'autre prestation de soins figurant à leur programme, mais de pratique peu courante.
- Par la même et avec autorisation de la responsable du service, les stagiaires auront la possibilité durant 50 minutes de prendre des notes et de rédiger le rapport de stage intégré.

ARTICLE 7.

* Pendant toute la durée de ses prestations, le/la stagiaire sera guidé(e) par les infirmier(ère)s-enseignant(e)s de l'établissement scolaire en collaboration étroite avec le personnel infirmier des unités de soins. En l'absence des professeurs, cette guidance sera assurée par les infirmier(ère)s-chef et/ou leur délégué(e).
* Les prestations de nuit ne seront organisées qu'à partir de la 5ème année (INTEGRATION/APA) et seront sous la surveillance éducative des infirmier(ère)s présentes dans le service.

ARTICLE 8.

En cas de force majeure, le/la stagiaire qui ne peut se présenter sur le lieu de stage avertira le plus rapidement l'institution de stage ainsi que l'établissement scolaire.

Il/ou elle rentera dans les 48 heures un certificat médical ou tout autre justificatif certifiant le/ou les jours d'absence. **Les jours d'absence devront obligatoirement être prestés et ce en fonction des disponibilités des services.**

L'institution de stage signale aussitôt à l'établissement scolaire toute absence d'un(e) stagiaire, selon les modalités fixées de commun accord.

ARTICLE 9.

* Dans toute unité de soins fréquentée par les stagiaires, l'infirmier(ère) -chef ou son (sa) délégué(e), en collaboration avec l'infirmier(ère)-enseignant(e), organise et coordonne le travail à confier. L'infirmier(ère)-enseignant(e) veillera particulièrement à ce que les tâches réservées aux stagiaires s'inscrivent dans leur programme de formation et ne dépassant à aucun moment leur niveau de compétences acquises.

* En l'absence de l'infirmier(ère)-enseignant(e), l'infirmier(ère)-chef ou sa (son) délégué(e) se référera, pour cette répartition, à une liste de soins figurant au programme de chacune des années d'études. Cette liste est consultable dans le carnet de stage des étudiants.

* Au début de chaque période de stage, le professeur ou l'infirmier(ère) de l'unité de soins informe les stagiaires de l'organisation du travail dans le service considéré. Le stagiaire prend connaissance des spécificités du service.

ARTICLE 10.

Dans la mesure des possibilités, l'établissement scolaire et l'institution de stage veilleront à ce que les stagiaires participent aux réunions de staff et autres réunions relatives aux discussions et/ou adaptations des plans de soins. Les stagiaires auront à leur disposition tous les éléments nécessaires à la prise en charge des patients qui leur seront confiés et à l'élaboration de leurs rapports d'observations.

ARTICLE 11.

Les objectifs de la formation sont définis dans le dossier pédagogique de la section « INFIRMIER HOSPITALIER ». Le stagiaire propose des objectifs liés au terrain de stage.

ARTICLE 12.

En l'absence du professeur responsable de stage, tout manquement grave d'un/une stagiaire sur le plan du comportement ou des aptitudes professionnelles sera communiqué dans les plus brefs délais à l'établissement scolaire par l'institution de stage.

Une relation écrite des faits, comportant également la position du stagiaire, sera transmise à l'établissement scolaire et à l'institution de stage.

ARTICLE 13.

Le/la stagiaire continue de relever de la responsabilité de l'établissement scolaire.
Il n'existe entre lui/elle et l'institution de stage aucun engagement de louage de services.

Cette situation entraîne les conséquences suivantes :

1. Le/la stagiaire reste entièrement sous le statut scolaire et, de ce fait, n'est ni rémunéré, ni assujetti à la législation sur la sécurité sociale.

2. En matière d'assurance :

2.a. Le Pouvoir Organisateur et/ou le chef d'établissement veilleront à ce que leur contrat d'assurance couvre :

° La responsabilité civile du stagiaire et des infirmier(ère)-enseignant(e)s au sein des institutions de stage.

° Les accidents corporels pouvant survenir au stagiaire au sein des institutions de stage, ainsi que sur les trajets domicile-institution de stage ou établissement scolaire-institution de stage;

° Les actes techniques que les infirmier(ère)s-enseignant(e)s seraient amené(e)s à poser dans les institutions de stage.

Considérant que les deux Directeurs d'école ne voient aucune objection à la reconduction de cette convention ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, de signer une convention avec l'école des Femmes Prévoyantes Socialistes de Liège, pour accueillir des stagiaires, dans le cadre de leur formation qualifiante dans la section « soins infirmiers » de l'enseignement professionnel secondaire complémentaire, pour l'année académique 2022-2023.

11- FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE DE NESSONVAUX - APPROBATION DE LA MODIFICATION BUDGÉTAIRE N°1 - BUDGET 2022

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la Loi du 18 germinal an X relative à l'organisation des cultes ;

Vu le Décret du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises ;

Vu la Circulaire du 15 mai 1885 du Ministre de la Justice relative à la comptabilité des Fabriques d'Eglises ;

Vu les articles 1 et 18 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, tels que modifiés par la loi du 10 mars 1999 ;

Vu les Circulaires des 13 octobre 1988, 21 septembre 1989 et 19 août 1999 de la Députation permanente du Conseil Provincial relatives à la comptabilité des Fabriques d'Eglises ;

Vu le budget 2022 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de NESSONVAUX tel qu'approuvé par le Conseil communal en sa séance du 20 juin 2022 ;

Vu la proposition de modification budgétaire de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de NESSONVAUX tel qu'arrêtée par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre le 14 octobre 2022, parvenu à l'Administration communale le 20 octobre 2022 sous la référence ;

Vu le courrier 377895 du 19 octobre 2022 du Chef diocésain approuvant la dite modification budgétaire sans remarque ;

Considérant que la participation communale reste inchangée ;

Considérant que le budget modifié apparait conforme aux dispositions légales et règlementaires en vigueur, ainsi qu'à l'intérêt communal, régional et général ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article 1er : D'approuver la modification budgétaire de l'exercice 2022 présenté par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de NESSONVAUX en séance du Conseil de Fabrique du 14 octobre 2022 de la Fabrique, comme suit :

Recettes :	28.884,67 €
Dépenses :	28.884,67 €
Résultat :	0,00 €

Article 2 : De notifier la présente délibération à l'établissement cultuel local et son organe représentatif agréé.

Article 3 : Un recours à la présente décision est ouvert auprès de Monsieur le Gouverneur de la Province de Liège dans les 30 jours suivant la réception de la notification.

12- FABRIQUE D'EGLISE SAINTE-CATHERINE DE FORÊT - BUDGET 2022 - APPROBATION

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises, les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6,§ 1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement les articles L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant l'installation du Conseil de Fabrique de l'Eglise Sainte-Catherine de Forêt à la date du 15 avril 2015 comme suit :

- Président : Madame Anne-Marie NICOLAS, rue Forêt Village 46, 4870 TROOZ, 04/351.71.79, 0484/49.49.06, ammen52@gmail.com ;
- Secrétaire : Madame Françoise MARECHAL, rue Forêt Village 29, 4870 TROOZ, 0486/16.63.93, francoisemarechal@hotmail.com ;
- Trésorier : Monsieur Philip LABEYE, rue Forêt Village 5, 4870 TROOZ, 04/351.60.84, labeye.philip@hotmail.com ;
- Desservant : Abbé Pierre HANNOSSET, rue du Curé Bosch 8, 4053 EMBOURG, 04/365.02.38, 04/246.02.38, 0478/47.25.18, info@ndds.be, padrepierre@hotmail.com ;

Considérant que le Trésorier de la Fabrique d'Eglise Sainte-Catherine de Forêt a élaboré le projet de Budget, pour l'exercice 2022 et l'a transmis à l'autorité de tutelle le 1er septembre 2022 ;

Considérant que ledit projet de Budget a été soumis au Conseil de Fabrique ;

Considérant la délibération du Conseil de Fabrique d'Eglise Sainte-Catherine de Forêt arrêtant le Budget 2022 du dit établissement cultuel, parvenue à l'autorité de tutelle le 6 octobre 2022 avec les observations du Trésorier et du Conseil de Fabrique suivantes :

Calcul de l'excédent ou du déficit présumé de l'exercice précédent			
ACTIF		PASSIF	
Boni du compte pénultième (2020)	5438,55	Déficit du compte pénultième	0,00
Boni du budget précédent (2021) (APRES modification budgétaire éventuelle)	0,00	Déficit du budget précédent (APRES modification budgétaire éventuelle)	0,00
Crédit inscrit à l'art.52 des dépenses du budget précédent (2021)	2.569,28	Crédit inscrit à l'art.20 des recettes du budget précédent	
TOTAL A	**8.007,83**	**TOTAL B**	**0,00**
Différence A - B:	**8.007,83**	**boni présumé**	
Si A est plus élevé que B, la différence constitue un "boni présumé" qui doit être inscrit à l'art.20 des Recettes			
Si B est plus élevé que A, la différence constitue un "déficit présumé" qui doit être inscrit à l'art.52 des Dépenses			

Vu l'approbation du Budget 2022 de la Fabrique d'Eglise Sainte-Catherine de Forêt par l'Evêché en date du 10 octobre 2022, sous réserve de remarques ou corrections suivantes ;

R06 : « revenus des fondations, rentes » : 0,00 € au lieu de 71.302.00 €. Cette somme représente le produit de la vente de la chapelle de Forêt-Bas qui a été actée dans les comptes 2021, en recette extraordinaire. Ce ne doit plus être remis ultérieurement en recette, à fortiori en recette ordinaire, cet article R6 ne vise que des revenus, pas des capitaux.

R20 : « boni présumé de l'exercice courant » : 7.205,13 € au lieu de 8.007,83 €. Le montant de l'article D52 du budget de l'année 2021 a été corrigé par décision diocésaine du 12/08/2020 à 1.530,08 euros. Le montant inscrit par la fabrique pour calcul son R20 de ce budget 2022 a repris la somme de 2.569,28 euros pour le D52 de 2021, ce qui ne correspond à aucune base. En l'absence de décision communale, la décision diocésaine sur le budget 2021 est devenue exécutoire.

D6c : revues diocésaines : 45,00 € au lieu de 0,00 €, il est demandé à chaque fabrique d'église de prendre au minimum un abonnement à la revue Eglise de Liège : 45,00 €/abonnement, tarif Cathobel. C'est le canal officiel des directives et informations en provenance de l'Autorité Diocésaine.

D11b : « gestion du patrimoine » : 35,00 € au lieu de 30,00 €, tarif diocésain 2022.

D43 : « acquit des anniversaires, ... » : 105.00 € au lieu de 119.00 €, voir révision des fondations du 25/06/2020.

D50c : Sabam : 60.00 € au lieu de 58.00 €, tarif 2022.

D53 : « placement de capitaux » : 0,00 € au lieu de 76.974,83 €. Voir remarques R6.

D62 création d'un article D62 « Fonds de réserve » dotation **pour 4.832,13 €** afin d'équilibrer le budget. Il sera indispensable de tenir annuellement, en annexe aux comptes et budgets, un tableau d'évolution (dotations, utilisations) du fonds de réserve (voir modèle dans les instructions diocésaines).

Balance générale : Total recettes : 15.455,13 €
Total dépenses : 15.455,13 €
Solde : 0,00 €

Considérant que les Communes sont tenues d'assister les Fabriques d'Eglise en cas d'insuffisance constatée des moyens dont elles disposent ;

Considérant que les dépenses énumérées sont justifiées par la gestion journalière de la Fabrique ;

Considérant que le Budget 2022 ne nécessite pas d'intervention communale;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article 1er : D'approuver le Budget annuel de la Fabrique d'Eglise Sainte-Catherine de Forêt, pour l'exercice 2022, voté par le Conseil de Fabrique, avec remarques de la part des services de l'Evêché de Liège, comme suit :

Recettes ordinaires totales	8.250,00 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 €
Recettes extraordinaires totales	7.205,13 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	7.205,13 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.483,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	5.140,00 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	6.832,13 €
Recettes totales	**15.455,13 €**
Dépenses totales	**15.455,13 €**
Résultat comptable	**0,00 €**

Article 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.
A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui

leur est faite par la présente.
La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be.

Article 4 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du Budget est transmise à l'Organe représentatif du culte reconnu.

13- MUSÉE COMMUNAL DE LA RADIO - CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE TROOZ ET LE SYNDICAT D'INITIATIVE

Le Conseil communal,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Considérant que le Musée de la Radio a été inauguré le vendredi 9 septembre 2022 ;
Considérant que le Syndicat d'initiative en assure la gestion ;
Considérant qu'il convient de fixer les règles de cette gestion ;
Vu la proposition de convention ci-dessous ;

Musée communal de la radio

Convention de partenariat entre d'une part :

L'Administration communale de Trooz ayant son siège Grand'rue, 216 C 4870 TROOZ représentée par M. Fabien BELTRAN, Bourgmestre et M. Bernard FOURNY, Directeur général

Et d'autre part :

L'ASBL « Syndicat d'initiative de Trooz » ayant son siège Place du 11 novembre, 3 4870 TROOZ représentée par .....

Il est convenu ce qui suit :

- Article premier :

Cette convention est supplétive à celle passée entre l'ASBL Syndicat d'initiative de Trooz et l'ASBL musée de la radio de Trooz du 15 décembre 2015.

- Article deuxième :

Les locaux communaux sont mis à disposition du Syndicat d'initiative qui en assure la gestion.

- Article troisième :

Les coûts énergétiques, les assurances du bâtiment, les frais téléphoniques, l'entretien courant sont pris en charge par l'Administration communale de Trooz.

- Article quatrième :

Le syndicat d'initiative assure la gestion, l'animation et la promotion du Musée de la radio.

- Article cinquième :

Le syndicat d'initiative bénéficiera des recettes inhérentes au Musée (entrées, subsides éventuels, ...)

- Article sixième :

L'entretien des pièces exposées est à charge du syndicat d'initiative

- Article septième :

La présente convention ne peut être modifiée ou résiliée que du consentement mutuel des parties, ou pour les causes que la loi autorise.

- Article huitième :

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Chaque partie peut la résilier à tout moment en notifiant à l'autre partie un congé mentionnant un délai de préavis de 6 mois.

Fait à Trooz, le

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

APPROUVE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, la convention ci-dessus confiant les modalités de gestion du Musée de la Radio au Syndicat d'initiative.

14- ACHAT MOBILIER BIBLIOTHÈQUE EL NO - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 2022-099 relatif au marché “Achat mobilier bibliothèque EL NO” établi par le Service des bâtiments ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Rayonnages fixes rectilignes simple face), estimé à 23.024,07 € hors TVA ou 27.859,12 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 2 (Rayonnages mobiles courbes double face), estimé à 23.383,68 € hors TVA ou 28.294,25 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 3 (Eléments particuliers sur mesure), estimé à 1.200,00 € hors TVA ou 1.452,00 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 4 (Présentations et rangements des livres et des périodiques), estimé à 5.780,00 € horsTVA ou 6.993,80 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 5 (Signalétique), estimé à 1.140,00 € hors TVA ou 1.379,40 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 6 (Armoire haute portes rideaux), estimé à 900,00 € hors TVA ou 1.089,00 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 7 (Bureau d'accueil), estimé à 5.175,00 € hors TVA ou 6.261,75 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 8 (Tables de travail), estimé à 1.450,00 € hors TVA ou 1.754,50 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 9 (Chariot), estimé à 1.700,00 € hors TVA ou 2.057,00 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 10 (Divers), estimé à 6.400,00 € hors TVA ou 7.744,00 €, 21% TVA comprise ;
* Lot 11 (Occultation des baies), estimé à 800,00 € hors TVA ou 968,00 €,

21% TVA comprise ;

* Lot 12 (Assise zone de lecture destinée au public), estimé à 1.400,00 € hors TVA ou 1.694,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 72.352,75 € hors TVA ou 87.546,82 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu l'avis favorable de Madame la Directrice financière sous la référence LEG0564 le 21 novembre 2022 : " *Le projet de délibération apparait conforme aux dispositions légales.* " ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au 767/74198.202200039 ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article 1er : D'approuver le cahier des charges N° 2022-099 et le montant estimé du marché “Achat mobilier bibliothèque EL NO”, établis par le Service des bâtiments. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 72.352,75 € hors TVA ou 87.546,82 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 : De financer cette dépense par le crédit inscrit au767/74198.202200039.

CAHIER DES CHARGES

DU MARCHE PUBLIC DE

FOURNITURES

AYANT POUR OBJET

"ACHAT MOBILIER BIBLIOTHÈQUE EL NO"

PROCÉDURE NÉGOCIÉE SANS PUBLICATION PRÉALABLE

Pouvoir adjudicateur

Commune de Trooz

Auteur de projet

Service des bâtiments. Bernadette GERARD
Rue Grand'Rue, 216 à 4870 TROOZ

Table des matières

I. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 4
I.1 Description du marché 4
I.2 Identité de l'adjudicateur 4
I.3 Procédure de passation 4
I.4 Fixation des prix 5
I.5 Motifs d'exclusion et sélection qualitative 5
I.6 Forme et contenu des offres 6
I.7 Dépôt des offres 6
I.8 Ouverture des offres 7
I.9 Délai de validité 7
I.10 Critères d'attribution 7
I.11 Variantes 7
I.12 Options 7
I.13 Choix de l'offre 7
II. DISPOSITIONS CONTRACTUELLES 8
II.1 Fonctionnaire dirigeant 8
II.2 Sous-traitants 8
II.3 Assurances 9
II.4 Cautionnement 9
II.5 Clause de réexamen : Révisions de prix 9
II.6 Délai de livraison 9
II.7 Délai de paiement 10
II.8 Délai de garantie 10
II.9 Réception provisoire 10
II.10 Réception définitive 11
II.11 Responsabilité d'un tiers lors de l'exécution 12
II.12 Pénalisation sur base forfaitaire 12
III. DESCRIPTION DES EXIGENCES TECHNIQUES 13
III.1 Lot 1 "Rayonnages fixes rectilignes simple face" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.2 Lot 2 "Rayonnages mobiles courbes double face" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.3 Lot 3 "Eléments particuliers sur mesure" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.4 Lot 4 "Présentations et rangements des livres et des périodiques" Exemple à insérer selon le cas.
III.5 Lot 5 "Signalétique" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.6 Lot 6 "Banquet haute portes rideaux" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.7 Lot 7 "Bureau d'accueil" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.8 Lot 8 "Tables de travail" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.9 Lot 9 "Chaises" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.10 Lot 10 "Divers" ..... Exemple à insérer selon le cas.
III.11 Lot 11 "Occultation des baies" ..... Exemple à insérer selon le cas.
ANNEXE A: FORMULAIRE D'OFFRE 14
ANNEXE B: INVENTAIRE 20

Auteur de projet
Nom : Service des bâtiments
Adresse : Rue Grand'Rue, 216 à 4870 TROOZ
Personne de contact : Madame Bernadette GERARD
Téléphone : 0497766 48 24
E-mail : batiments@trooz.be

Réglementation en vigueur
1. Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures.
2. Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures.
3. Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ses modifications ultérieures.
4. Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures.
5. Règlement général pour la protection du travail (RGPT). Loi sur le bien-être et Code du bien-être au travail.
6. Loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

Dérogations, précisions et commentaires
Néant

I. Dispositions administratives

Cette première partie se rapporte à la réglementation relative à la passation d'un marché public jusqu'à la désignation de l'adjudicataire.
Les dispositions contenues dans cette partie se rapportent à la Loi du 17 juin 2016 et à l'Arrêté royal du 18 avril 2017 et leurs modifications ultérieures.

I.1 Description du marché

Objet des fournitures : Achat mobilier bibliothèque EL NO.

Lieu de livraison : Ecole de FRAIPONT, rue Haute, 444 à 4870 TROOZ

Le marché est divisé en lots comme suit :

Lot 1 "Rayonnages fixes rectilignes simple face"
Lot 2 "Rayonnages mobiles courbes double face"
Lot 3 "Eléments particuliers sur mesure"
Lot 4 "Présentations et rangements des livres et des périodiques"
Lot 5 "Signalétique"
Lot 6 "Banquet haute portes rideaux"
Lot 7 "Bureau d'accueil"
Lot 8 "Tables de travail"
Lot 9 "Chaises"
Lot 10 "Divers"
Lot 11 "Occultation des baies"
Lot 12 "Accès zone de lecture destinée au public."

I.2 Identité de l'adjudicateur

Commune de Trooz
rue Grand'Rue, 216
4870 TROOZ

I.3 Procédure de passation

Conformément à l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000,00 €) de la Loi du 17 juin 2016, le marché est passé par procédure négociée sans publication préalable.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

I.4 Fixation des prix

Le présent marché consiste en un marché mixte.

Le marché mixte est celui dont les prix sont fixés suivant plusieurs des modes décrits aux points 3° à 5° de l'article 2 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017.

I.5 Motifs d'exclusion et sélection qualitative

Le formulaire d'offre doit être accompagné des pièces suivantes :

Situation juridique du soumissionnaire (motifs d'exclusion)
Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
L'article 70 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative sitl a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure.

Capacité économique et financière du soumissionnaire (critères de sélection)

N°	Critères de sélection	Exigences minimales
1	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise et le chiffre d'affaires du domaine d'activités faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activités de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffre d'affaires sont disponibles. Le chiffre d'affaire minimal de l'entreprise doit être de minimum € 100.000,-HTVA	exercices concernés 2019, 2020 et 2021

Ces critères de sélection s'appliquent à tous les lots.

Capacité technique et professionnelle du soumissionnaire (critères de sélection)

N°	Critères de sélection	Exigences minimales
1	Une liste de 5 administrations attestant de la bonne exécution de ce type de marché de fournitures similaires. (Si le nombre de 5 administrations ne peut être atteint, des attestations de sociétés privées sont admises aussi, pour l'aménagement de leurs bureaux.	années concernée 2018, 2019, 2020 et 2021

Ces critères de sélection s'appliquent à tous les lots.

I.6 Forme et contenu des offres

Le soumissionnaire établit son offre en français et complète l'inventaire sur le modèle annexé au cahier des charges le cas échéant. Si le soumissionnaire établit son offre sur d'autres documents que le formulaire prévu, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

Tous les documents établis ou complétés par le soumissionnaire ou son mandataire sont datés et signés par celui-ci.

Lorsque l'offre est signée par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint à l'offre l'acte authentique ou sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration.

Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans l'offre que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché, telles que les prix, les délais, les conditions techniques, doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

Les prix doivent toujours être exprimés en euro.

Sous-traitance
Le soumissionnaire indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter ainsi que les sous-traitants proposés, si connus.

I.7 Dépôt des offres

L'offre est établie sur papier et est signée sous pli définitivement scellé mentionnant le numéro du cahier des charges (2022-099) ou l'objet du marché et les numéros des lots. Elle est envoyée par service postal ou remise par porteur.

L'offre doit être adressée à :

Commune de Trooz
Service des bâtiments
Madame Bernadette GERARD
rue Grand'Rue, 216
4870 TROOZ

Le porteur remet l'offre à Madame Bernadette GERARD personnellement ou dépose cette offre dans la boîte prévue à cette fin à l'adresse reprise ci-dessus.

L'offre doit parvenir au pouvoir adjudicateur avant **le 6 décembre 2022 à 10h00**, que ce soit par envoi normal ou recommandé ou par dépôt à l'adresse susmentionnée.
L'offre peut également être envoyée par e-mail à l'adresse suivante : batiments@trooz.be

Par l'introduction d'une offre, les soumissionnaires acceptent sans condition le contenu du cahier des charges et des autres documents relatifs au marché, ainsi que le respect de la procédure de passation telle que décrite dans le cahier des charges et acceptent d'être liés par ces dispositions.

Lorsqu'un soumissionnaire formule une objection à ce sujet, il doit communiquer les raisons de cette objection au pouvoir adjudicateur par écrit et par courrier recommandé au plus tard 10 jours avant la date et l'heure limites d'introduction des offres.

I.8 Ouverture des offres

Il n'y a pas d'ouverture des offres en séance publique.

I.9 Délai de validité

Le soumissionnaire reste lié par son offre pendant un délai de 180 jours de calendrier, à compter de la date limite de réception des offres.

I.10 Critères d'attribution

Le prix est l'unique critère d'attribution. Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée sur base du prix .

I.11 Variantes

Il est interdit de proposer des variantes libres.
Aucune variante exigée ou autorisée n'est prévue.

I.12 Options

Il est interdit de proposer des options libres.
Aucune option exigée ou autorisée n'est prévue.

I.13 Choix de l'offre

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée sur base du prix.

Par la présentation de son offre, le soumissionnaire accepte toutes les clauses du Cahier des Charges et renonce à toutes les autres conditions. Si le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'analyse des offres, que le soumissionnaire a ajouté des conditions qui rendent l'offre imprécise ou si le soumissionnaire émet des réserves quant aux conditions du Cahier des Charges, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer l'offre comme substantiellement irrégulière.

Marché divisé en lots
Le pouvoir adjudicateur a le droit de n'attribuer que certains lots et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon un autre mode.
Le soumissionnaire peut présenter une offre pour tous les lots.
Il est interdit de compléter l'offre en mentionnant un rabais consenti par le soumissionnaire sur chaque lot en cas de réunion de certains lots pour lesquels il remet offre.

II. Dispositions contractuelles

Cette deuxième partie fixe la procédure relative à l'exécution du marché.
Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 et ses modifications ultérieures établissent les règles générales d'exécution des marchés publics est d'application.

II.1 Fonctionnaire dirigeant

Le collège communal est le fonctionnaire dirigeant du marché conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
En application des dispositions de l'article L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège communal est le seul organe compétent habilité à contrôler l'exécution du marché.

Le collège communal est représenté par :

Nom : Madame Bernadette GERARD
Adresse : Service des bâtiments, Rue Grand'Rue, 216 à 4870 TROOZ
Téléphone : 0497766 48 24
E-mail : batiments@trooz.be

II.2 Sous-traitants

Le soumissionnaire peut faire valoir les capacités de sous-traitants ou d'autres entités. Dans ce cas, il joint à son offre les documents utiles desquels restent l'engagement de ces sous-traitants ou entités de mettre les moyens nécessaires à la disposition du soumissionnaire.

Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités pour sa sélection qualitative en ce qui concerne les critères relatifs aux titres d'études et professionnels ou à l'expérience professionnelle pertinente, l'opérateur économique est tenu de travailler avec ces sous-traitants désignés lors de l'exécution du marché. Le recours à d'autres sous-traitants est soumis à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

En application de l'article 74 de l'AR du 18 avril 2017, le soumissionnaire indique dans son offre la part du marché qu'il a éventuellement l'intention de sous-traiter ainsi que les sous-traitants proposés.

L'adjudicataire transmet, au plus tard au début de l'exécution du marché, les informations suivantes à l'adjudicateur : le nom, les coordonnées et les représentants légaux de tout les sous-traitants, quelle que soit la mesure dans laquelle ils participent à la chaîne de sous-traitance et quelle que soit leur place dans cette chaîne, participant à l'exécution du marché, dans la mesure où ces informations sont connues à ce stade.

L'adjudicataire est, pendant toute la durée du marché, tenu de porter sans délai à la connaissance de l'adjudicateur de tout changement relatif à ces informations ainsi que des informations requises pour tout nouveau sous-traitant qui participera ultérieurement à ces travaux ou à la prestation de ces services.

L'adjudicataire demeure responsable envers le pouvoir adjudicateur lorsqu'il confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants.
Le pouvoir adjudicateur ne lie aucun lien contractuel avec ces sous-traitants.

Ces sous-traitants ne peuvent se trouver dans un des cas d'exclusion visés à l'article 67 de la Loi du 17 juin 2016, hormis le cas où l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de services concerné,

conformément à l'article 70 de la loi, démontre vis-à-vis de du pouvoir adjudicateur avoir pris les mesures suffisantes afin de prouver sa fiabilité.

En application de l'article 12/4 de l'AR du 14 janvier 2013, ces sous-traitants satisfont, proportionnellement à la partie du marché qu'ils exécutent, aux exigences minimales en matière de capacité technique et professionnelle imposées par les documents du marché.

II.3 Assurances

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.
Dans un délai de trente jours à compter de la conclusion du marché, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, l'adjudicataire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur .

II.4 Cautionnement

Aucun cautionnement ne sera exigé pour ce marché.

II.5 Clause de réexamen : Révisions de prix

Il n'y a pas de révision des prix pour ce marché.

II.6 Délai de livraison

Lot 1 "Rayonnages fixes rectilignes simple face"
Lot 2 "Rayonnages mobiles courbes double face"
Lot 3 "Eléments particuliers sur mesure "
Lot 4 "Présentations et rangements des livres et des périodiques"
Lot 5 "Signalétique"
Lot 6 "Banquet haute portes rideaux"
Lot 7 "Bureau d'accueil"
Lot 8 "Tables de travail"
Lot 9 "Chaises"
Lot 10 "Divers"
Lot 11 "Occultation des baies"
Lot 12 "Accès zone de lecture destinée au public »

Le délai de livraison est de 04 jours calendrier pour tous les lots

II.7 Délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de 30 jours de calendrier à compter de la date de livraison pour procéder aux formalités de réception. Ce délai prend cours le lendemain de l'arrivée des fournitures à destination, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession du bordereau ou de la facture.

Le paiement du montant dû au fournisseur est effectué dans les 30 jours de calendrier à compter de la date de fin de la vérification, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés. Cette facture vaut déclaration de créance.

Les éventuelles cessions et mises en gage de créances visées à l'article 1271 §4 de la loi du 17 juin 2016 doivent être envoyées à :

Commune de Trooz
Service des bâtiments
Madame Bernadette GERARD
rue Grand'Pré, 216
4870 TROOZ
Tél. : 0497/86 48 34
Email : batiments@trooz.be

Facturation électronique
Le pouvoir adjudicateur accepte la transmission des factures sous un format électronique (au format XML selon le standard PEPPOL bis), conformément à l'article 1121 de la Loi du 17/06/2016.
Les factures peuvent être soumises directement via https://digital-belgium.be/e-invoicing/ ou via votre outil comptable (connecté au réseau PEPPOL).
La facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :
1° les identifiants de processus et de facture ;
2° la période de facturation ;
3° les renseignements concernant le vendeur ;
4° les renseignements concernant l'acheteur ;
5° les renseignements concernant le bénéficiaire du paiement ;
6° les renseignements concernant le représentant fiscal du vendeur ;
7° la référence du contrat ;
8° les détails concernant la fourniture ;
9° les instructions relatives au paiement ;
10° les renseignements contenant les déductions ou frais supplémentaires ;
11° les renseignements concernant les postes figurant sur la facture ;
12° les montants totaux de la facture ;
13° la répartition par taux de TVA.

II.8 Délai de garantie

Le délai de garantie pour ces fournitures est de 12 mois calendrier.
Le délai de garantie prend cours à compter de la date de réception provisoire au lieu de livraison.

II.9 Réception provisoire

A l'expiration du délai de vérification, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

II.10 Réception définitive

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai. Lorsque la fourniture a donné lieu à réclamation pendant le délai de garantie, un procès-verbal de réception ou de refus de réception définitive est établi dans les quinze jours précédant l'expiration dudit délai.

II.11 Ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/2, alinéa 4, du Code pénal social, dans laquelle il est informé qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce que l'autorité adjudicatrice donne un ordre contraire.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :
- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification, visée à l'article 49/2, alinéa 1er et 2, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/2 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :
1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/2 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant occupe un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal ;
2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'entreprise est habilitée à résilier le contrat ;
3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

II.12 Rémunération due à ses travailleurs

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/1, alinéa 3, du Code pénal social, par laquelle il est informé d'un manquement grave à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce qu'il présente la preuve à l'autorité adjudicatrice que les travailleurs concernés ont reçu l'intégralité de leur rémunération.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :
- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification visée à l'article 49/1, alinéa 1er, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/4 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :
1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/1 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant manque gravement à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit ;
2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'adjudicataire est habilité à résilier le contrat ;
3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

III. Description des exigences techniques

Voir d'autres techniques en annexe

ANNEXE A: FORMULAIRE D'OFFRE

OFFRE DE PRIX POUR LE MARCHE AYANT POUR OBJET
"ACHAT MOBILIER BIBLIOTHEQUES HO"

Procédure négociée sans publication préalable

Important : ce formulaire doit être complété dans son entièreté, et signé par le soumissionnaire. Le montant total de l'offre doit être complété en chiffres ET en toutes lettres.

Personne physique
Le soussigné (nom et prénom) :
Qualité ou profession :
Nationalité :
Domicile (adresse complète) :

Téléphone :
GSM :
Fax :
E-mail :
Personne de contact :

Soit (1)

Personne morale
La firme (dénomination, raison sociale) :
Nationalité :
ayant son siège social à (adresse complète) :

Téléphone :
GSM :
Fax :
E-mail :
Personne de contact :

représentée par le(s) soussigné(s) :
(Les mandataires signent à leur offre l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration. Ils peuvent se borner à indiquer le numéro de l'annexe du Moniteur belge qui a publié l'extrait de l'acte concerné.)

Soit (1)

Groupement d'opérateurs économiques (+ compris la société momentanée)

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :
Qualité ou profession :
Nationalité :
Adresse ou siège social :

Téléphone :
GSM :
E-mail :
Personne de contact :

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :
Qualité ou profession :
Nationalité :

Adresse ou siège social :

Téléphone :
GSM :
E-mail :
Personne de contact :

Ces données doivent être complétées pour chacun des participants au groupement.

Le groupement est représenté par l'un des participants, dont le nom est :

S'ENGAGE(NT) À EXÉCUTER LE MARCHÉ CONFORMÉMENT AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU CAHIER DES CHARGES DU MARCHÉ PUBLIC SUSMENTIONNÉ (2022-099) :

Lot 1 "Rayonnages fixes rectilignes simple face"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 2 "Rayonnages mobiles courbes double face"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 3 "Eléments particuliers sur mesure"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 4 "Présentations et rangements des livres et des périodiques"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 5 "Signalétique"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 6 "Armoire haute portes rideaux"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 7 "Bureau d'accueil"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 8 "Tables de travail"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 9 "Chariot"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 10 "Divers"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 11 "Circulation des bains"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Lot 12 "Accès zone de lecture destinée au public"

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Informations générales

Numéro d'immatriculation à l'ONSS :
Numéro d'entreprise (en Belgique uniquement) :

Sous-traitants

Il sera fait appel à des sous-traitants : OUI / NON *(Biffer les mentions inutiles)*

Part du marché sous-traitée :

Il sera fait appel aux sous-traitants suivants :

Personnel

Du personnel soumis à la législation sociale d'un autre pays membre de l'Union européenne est employé :

OUI / NON *(Biffer les mentions inutiles)*

Cela concerne le pays membre de l'UE suivant :

Origine des produits et matériaux à traiter

Soit (1)

Pour l'exécution de ce marché, ne seront traités que des produits et matériaux originaires de pays membres de l'Union européenne.

Soit (1)

Conformément aux dispositions de l'art. 78, 5° de l'AR passation du 18 avril 2017, il s'agit d'une note signée et datée mentionnant l'origine des produits à fournir et des matériaux à utiliser originaires de pays tiers à l'Union européenne :

- elle précise par pays d'origine la valeur, droits de douane non compris, pour laquelle ces produits ou matériaux interviennent dans l'offre ;

Lot 6 "Armoire haute portes rideaux"

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	6	**Armoires hautes portes rideaux**					
1	6.1	Armoire haute portes rideaux (120 x 45 x 200)	QP	pièce	1		
						Total lot 6 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 6 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

Lot 3 "Eléments particuliers sur mesure "

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	3	**Eléments particuliers sur mesure**					
1	3.1	Coffre en bois 100 x 50 x 30	QP	pièce	4		
						Total lot 3 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 3 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

n° 29

CHARGE DE L'ENTREPRENEUR

Les prix unitaires sont réputés comprendre :
- la fourniture, le transport, le déchargement, le stockage éventuel, le déballage, le montage, le nettoyage, l'évacuation des emballages, la mise en place définitive, les raccordements, les essais, les réglages, la mise en service, la formation éventuelle du personnel, la garantie, les frais généraux, les bénéfices et tous les frais accessoires nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- les modèles, échantillons et autres démonstrations, qui le cahier des charges impose de fournir.

Fait à .....

Le .....

Le soumissionnaire,

Signature :

Nom et prénom : .....

Fonction : .....

CHARGE DE L'ADMINISTRATION

Les paiements seront effectués, valablement par virement ou versement sur le compte BAN/BIC ..... de l'institution financière ..... ouvert au nom de

.....

Paiements

Le délai d'exécution maximal à dater de la notification de la commande est de ..... jours ouvrables.

Le délai d'exécution maximal à dater de la notification de la commande est à prendre en considération pour l'appréciation de la valeur des offres.

Délai d'exécution

Lot 7 "Bureau d'accueil"

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	7	**Bureau d'accueil**					
1	7.1	Bureau d'accueil	QP	pièce	1		
2	7.2	Caisson sous bureau	QP	pièce	1		
						Total lot 7 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 7 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

Lot 4 "Présentations et rangements des livres et des périodiques"

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	4	**Présentations et rangements des livres et des périodiques**					
1	4.1	Tablette de présentation à fixer aux parois latérales des rayonnages	QP	pièce	32		
2	4.2	Tablette de présentation à fixer aux murs	QP	pièce	6		
3	4.3	Casiers individuels	QP	pièce	6		
4	4.4	Pour livres : En acrylique transparent, haut et étroit	QP	pièce	20		
5	4.5	Pour livres: En acrylique transparent, haut et large	QP	pièce	20		
6	4.6	Pour brochures : En acrylique transparent : 80x50x120 - prof ex-pos 40	QP	pièce	20		
7	4.7	Pour brochures : En acrylique transparent : 80x125x120 - prof ex-pos 60	QP	pièce	20		
8	4.8	Sens-livres : en métal, pack de 10	QP	pièce	22		
9	4.9	Ensemble étagères murales à crémaillères	QP	pièce	1		
						Total lot 4 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 4 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

ANNEXE B : INVENTAIRE

"ACHAT MOBILIER BIBLIOTHÈQUE EL N O"

Lot 1 "Rayonnages fixes rectilignes simple face"

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	1	**Rayonnages fixes rectilignes simple face**					
1	1.1	Mur EST : Ensemble de 2 modules simple face (2 x (100x210x30)) avec bacs BD	QP	pièce	1		
2	1.2	Mur EST : Ensemble de 4 modules simple face (4 x (100x210x30))	QP	pièce	1		
3	1.3	Mur OUEST : Ensemble de 2 modules simple face (2 x (100x180x30)) avec bacs BD	QP	pièce	1		
4	1.4	Mur OUEST : Ensemble de 6 modules simple face (6 x (100x180x30))	QP	pièce	1		
5	1.5	Mur NORD : Ensemble de 1 module simple face (1 x (100x180x25))	QP	pièce	1		
6	1.6	CENTRE : Ensembles de 2 modules double face (2 x (100x150x25)	QP	pièce	6		
						Total lot 1 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 1 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

Lot 8 "Tables de travail"

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	8	**Tables de travail**					
1	8.1	Table pliante pour bibliothécaires (200 x 70 x 70)	QP	pièce	1		
2	8.2	Table pliante pour bibliothécaires (200 x 80 x 70)	QP	Pièce	1		
3	8.3	Table pour public dans espace numérique (120 x 70x 70)	QP	pièce	1		
						Total lot 8 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 8 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

Lot 5 "Signalétique"

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	5	**Signalétique**					
1	5.1	Porte-étiquettes, magnétique par longueur d'1mct	QP	pièce	25		
2	5.2	Bloc-index, par 10	QP	pièce	15		
3	5.3	Etiquettes A-Z, vendu par pack de 32	QP	pièce	7		
						Total lot 5 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 5 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

Lot 2 "Rayonnages mobiles courbes double face"

N°	Référence	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	2	**Elements mobiles courbes double face**					
1	2.1	Etagères - ensemble de 2 modules : ht 150	QP	pièce	4		
2	2.2	Bacs à albums - ht maxi, soit env 100	QP	pièce	4		
3	2.3	Bacs à albums - ht midi, soit env 65	QP	pièce	4		
						Total lot 2 HTVA :	
						TVA 21% :	
						Total lot 2 TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x le prix unitaire) doit être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

COMMUNE DE TROOZ — PROVINCE DE LIÉGE — Réf. : 2022-099

Lot 9 "Chariot"

N°	Référence	Description	Type Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	9	**Chariot**				
1	9.1	Chariot	Qt pièce	2		
			Total lot 9 HTVA :			
			TVA 21% :			
			Total lot 9 TVAC :			

Les prix unitaires devront être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x les prix unitaires) devra être arrondi à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

COMMUNE DE TROOZ — PROVINCE DE LIÉGE — Réf. : 2022-099

Lot 10 "Divers"

N°	Référence	Description	Type Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	10	**Divers**				
1	10.1	Coin lecture pour jeunes enfants	Qt pièce	40		
2	10.2	Podium de présentation	Qt pièce	3		
3	10.3	Palettes pour étalves (5 marches par longueur d'un mur)	Qt mct	4		
			Total lot 10 HTVA :			
			TVA 21% :			
			Total lot 10 TVAC :			

Les prix unitaires devront être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x les prix unitaires) devra être arrondi à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

COMMUNE DE TROOZ — PROVINCE DE LIÉGE — Réf. : 2022-099

Lot 11 "Occultation des baies"

N°	Référence	Description	Type Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	11	**Occultation des baies**				
1	11.1	Stores occultation des fenêtres (160x160)	Qt pièce	2		
2	11.2	Stores occultation des portes-fenêtres (130X230)	Qt pièce	2		
			Total lot 11 HTVA :			
			TVA 21% :			
			Total lot 11 TVAC :			

Les prix unitaires devront être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x les prix unitaires) devra être arrondi à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

COMMUNE DE TROOZ — PROVINCE DE LIÉGE — Réf. : 2022-099

Lot 12 "Assise zone de lecture destinée au public"

N°	Référence	Description	Type Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA
	12	**Assise zone de lecture destinée au public**				
1	12.1	Fauteuil lecture et de relaxation	Qt pièce	2		
			Total lot 12 HTVA :			
			TVA 21% :			
			Total lot 12 TVAC :			

Les prix unitaires devront être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. Le montant total HTVA (la quantité de produits x les prix unitaires) devra être arrondi à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à ..... le ..... Fonction : .....

Nom et prénom : ..... Signature :

Maître de l'ouvrage

COMMUNE DE TROOZ
Rue de l'Eglise, 22
4870 TROOZ

MOBILIER
NOUVELLE BIBLIOTHEQUE DE FRAIPONT

Cahier Spécial des Charges
CLAUSES TECHNIQUES



Chantier :
Rue Haute, 444
4870 TROOZ

SERVICE BATIMENTS, Bernadette GERARD, Architecte
Rue de Verviers, 3 à 4870 TROOZ - ☎ 04/259.98.87 - 🖷 04/259.98.89 – E-mail : batiments@trooz.be

L'ensemble de ce marché de mobilier concerne la bibliothèque de la nouvelle école fondamentale EL NO
rue Haute 444 à 4870 FRAIPONT – TROOZ.

PLANNING

Après analyse des offres, l'attribution doit être faite avant le 31 décembre 2022. Les livraison et mise en place du mobilier devront se faire au plus tard mi-mai 2023 de sorte que tout soit facturé pour début juin 2023.

ACCESSIBILITE

A noter du point de vue accessibilité routière, qu'il faut tenir compte que sur la RN61 et à l'entrée de la Rue Haute depuis le Village de FRAIPONT, il y a 2 viaducs du chemin de fer d'une hauteur maximale à vérifier. Le dernier des viaducs à franchir pour entrer rue Haute nécessite de prendre un virage très serré. Un autre trajet existe, il consiste à venir depuis le village de LOUVEIGNE – SPRIMONT via les Rues du DOYARD et HAVEIGNE (aucun viaduc, mais attention, vérifier tonnage maximal des voiries). L'acheminement des matériaux vers l'entrée du rez-de-chaussée se fera par les rampes d'accès en béton de gauche. **La rampe d'accès métallique située à droite ne pourra en aucun cas être utilisée.** Un ascenseur dessert le 2ème étage.

LIVRAISON ET MISE EN PLACE

Il n'y a qu'un seul endroit de livraison : 2ème étage de l'école située Rue Haute, 444 à 4870 TROOZ (FRAIPONT). A noter que le niveau du rez-de-chaussée est situé 1,20 mct plus haut que celui de la voirie. Cette nouvelle voirie avec rond-point ne dessert que la nouvelle école. Le mobilier est facilement livrable via un camion avec plateau de déchargement et/ou chariot élévateur.

Tous les meubles décrits dans le présent cahier des charges seront **livrés montés et mis en place dans la bibliothèque située au 2ème étage, voire livrés sur murs pour certains**. La réception de l'ensemble sera effectuée par la fonctionnaire déléguée, Madame Bernadette GERARD. L'usage d'emballages sera limité.

L'ensemble des contenants (cartons, plastic, pvc, fragile, ...) sera emporté par l'entreprise lors de la livraison.



SERVICE BATIMENTS, Bernadette GERARD, Architecte
Rue de Verviers, 3 à 4870 TROOZ - ☎ 04/259.98.87 - 🖷 04/259.98.89 – E-mail : batiments@trooz.be

FICHES TECHNIQUES et divers

Le mobilier répondra aux normes européennes en vigueur tant dans les matériaux le composant que dans l'usage qu'il pourra en être fait. Les bois entrant dans la composition des panneaux seront issus de forêts gérées durablement.

Les fiches techniques de chaque poste proposé par l'adjudicataire doivent être jointes à l'offre, sous peine de nullité de cette dernière.

DIVERS

Dans la bibliothèque, **le revêtement de sol et les plinthes** sont en **linoleum**. Vanole entre le revêtement et les cadres en aluminium. Par conséquent, le meuble ne peut être directement poussé contre le mur. Le mobilier qui sera fixé au mur devra tenir compte de cette donnée. Le mode de fixation murale sera soumis à l'approbation de la fonctionnaire déléguée avant toutes mises en place.

Des pieds réglables par vérin sont prévus sous chaque élément de mobilier afin d'assurer la parfaite mise à niveau de celui-ci.

Exceptés les mobiliers (modules) mobiles, tous les mobiliers (modules) fixes sont murs entre les éléments verticaux de cloisons en stratifié blanc.

Le choix des colons et aspects bois pourra être modifié par les bibliothécaires lors de l'attribution.

Les lieux seront maintenus en **parfait état de propreté** tels que mis à disposition. Les murs et plafonds seront protégés lors de la mise en place des éléments muraux afin d'éviter toutes traces sur les peintures. Les éléments apportés seront placés **parfaitement de niveau** avec **fixations invisibles.**

De manière générale, compris dans le prix de chaque poste de la soumission :

- la fourniture ;
- la livraison (transport, déchargement, mise en place) ;
- le montage, la mise en place et les fixations murales ou à d'autres éléments de mobilier ;
- le tri et l'évacuation des déchets et emballages ;
- la fiche technique de chaque article sera remise lors de la soumission, sous peine de nullité de celle-ci ;
- les assurances nécessaires ;
- les formations nécessaires à l'usage, à destination des bibliothécaires ;
- le service après-vente ;

SERVICE BATIMENTS, Bernadette GERARD, Architecte
Rue de Verviers, 3 à 4870 TROOZ - ☎ 04/259.98.87 - 🖷 04/259.98.89 – E-mail : batiments@trooz.be

LOT 1 : RAYONNAGES fixes rectiligne simple face :

Tous les éléments sont livrés, mis en place et FIXES CONTRE LES MURS (pour les rayonnages périphériques), voir plus haut : Divers)

Mur de droite (mur EST) :

1.1 **Ensemble de 2 modules simple face** (L env 1,00mct, Ht env 2,10mct, Prof env 0,3mct) **avec bacs pour DD**

Les montants verticaux seront munis de pieds réglables pour assurer la mise à niveau de l'ensemble.

Les extrémités verticales de début et d'about de l'ensemble des 2 (ou 4 voir 1.2) modules sont composés de panneaux mélaminés/stratifiés d'une épaisseur suffisante pour l'usage et dont les chants sont en ABS. Ils auront un décor d'aspect bois (choix de l'essence avant attribution). La face externe sera parfaitement lisse et sans perforation, seule la face interne en sera pourvue (voir ci-dessous) afin de recevoir les tablettes horizontales. La face externe pourra recevoir des tablettes de présentations reprises au 4.1

Les éléments verticaux intermédiaires, de même composition, comportent sur leurs deux faces, des perforations verticales (diamètre d'env 5-7mm et espacés d'env 25mm) dans lesquels pourront être déposés des « taquets » sur lesquels reposeront les tablettes.

Chaque montant vertical espacé d'1mct sera relié au suivant par un système de câbles en acier galvanisé diam 4mm placés en croix de manière à en assurer le contreventement.

Chaque module est composé de tablettes horizontales en métal (coloris blanc) ; 2 fixes (haut et bas) et de 4 mobiles intermédiaires. Les tablettes mobiles auront une garde à l'arrière de minimum 2,5 cm de haut, une garde également pour la face avant pourra recevoir la signalétique. Elles seront réversibles (avant/arrière). Chaque tablette pourra supporter une charge utile constante d'au moins 80kg par mètre linéaire et ce sans aucun renfort visible. Chaque face (avant et arrière) de tablette sera écartée de maximum 1 cm de la face des éléments verticaux.

Les 2 tablettes dudsas des deux premiers modules situés côté mur du fond (mur NORD, façade) seront destinées à recevoir des bandes dessinées, elles seront donc munies des casiers en acier. Ces casiers sont en fait des trois télescopiques en acier de coloris blanc avec une barre de protection à l'avant empêchant les livres de sortir du casier. Deux éléments verticaux de séparation blanc seront fournis par trions de manière à séparer ces derniers en trois parties. Des rainures verticales du fond et à l'avant du tiroir permettent de changer les largeurs entre séparateurs.

1.1 Ensemble de 2 modules simple face QP : ..... pce : 1

1.2 **Ensemble de 1 modules simple face** (L env 1,00mct, Ht env 2,10mct, Prof env 0,3mct).

Les éléments sont semblables à ceux décrits dans le poste précédent : seules les dimensions diffèrent. Uniquement des tablettes, pas de bacs bd.

1.2 Ensemble de 1 modules simple face QP : ..... pce : 1

Mur de gauche (mur OUEST) :

1.3 **Ensemble de 2 modules simple face** (L env 1,00mct, Ht env 1,80mct, Prof env 0,30mct) **avec bacs pour DD**

Les éléments sont semblables à ceux décrits dans le poste précédent : seules les dimensions diffèrent.

1.3 Ensemble de 2 modules simple face QP : ..... pce : 1

SERVICE BATIMENTS, Bernadette GERARD, Architecte
Rue de Verviers, 3 à 4870 TROOZ - ☎ 04/259.98.87 - 🖷 04/259.98.89 – E-mail : batiments@trooz.be

1.4 **Ensemble de 6 modules simple face** (L env 1,00mct, Ht env 1,80mct, Prof env 0,30mct).

Les éléments sont semblables à ceux décrits dans le poste précédent : seules les dimensions diffèrent. Uniquement des tablettes, pas de bacs bd.

1.4 Ensemble de 6 modules simple face QP : ..... pce : 1

Mur de façade (mur NORD) – entre fenêtre de gauche et porte-fenêtre centrale :

1.5 **Ensemble de 1 module simple face** (L env 1,00mct, Ht env 1,80mct, Prof env 0,25mct).

Les éléments sont semblables à ceux décrits dans le poste précédent : seules les dimensions diffèrent. Uniquement des tablettes, pas de bacs bd.

1.5 Ensemble de 1 module simple face QP : ..... pce : 1

Centre de la pièce (proche du mur EST) :

1.6 **Ensemble de 2 modules double face** (Hau. (L env 1,00mct, Ht env 1,50mct, Prof env 0,25mct).

Les éléments sont semblables à ceux décrits dans le poste précédent. Les dimensions diffèrent et ont les particularités suivantes :

Chaque module est double face et donc accessible avant /arrière. ;

Afin d'assurer le contreventement, chaque montant vertical sera relié au suivant par des cadres en métal. Ces cadres seront situés entre les tablettes et seront en nombre suffisant par module afin d'en assurer un parfait contreventement ;

La face externe pourra recevoir des tablettes de présentations reprises au 4.1 ;

Tous ces éléments étant susceptibles d'être déplacés : ils seront munis de roulettes dont au moins deux autobloquantes. Les roulettes en inox, non rayantes, non tâchantes, seront susceptibles de supporter le point de l'ensemble garni de livres (charge utiles : 80kg/mct).

Uniquement des tablettes, pas de bacs bd.

1.6 Ensemble de 2 modules double face QP : ..... pce : 6

LOT 2 : RAYONNAGES mobiles courbes double face

Centre de la pièce (proche du mur OUEST) :

2.1 Etagères – ensemble de 2 modules : ht 190

Présentation de livres de fiction pour les 12-14 ans. Ensemble de 2 étagères courbes pour albums de fiction. Encombrement de chaque étagère environ : 100x75x190 de haut. Les étagères courbes doivent présenter les caractéristiques habituelles des étagères droites double-face. Sur 4 roulettes autobloquantes. Matériau : bois coloré – tonalité à choisir en fonction des autres éléments colorés de la bibliothèque.

2.1 Etagères – ensemble de 2 modules : ht 190 QP : ..... pce : 4

SERVICE BATIMENTS, Bernadette GERARD, Architecte
Rue de Verviers, 3 à 4870 TROOZ - ☎ 04/259.98.87 - 🖷 04/259.98.89 – E-mail : batiments@trooz.be

2.2 Bacs à albums – Ht maxi : env 100

Présentation de livres de fiction pour les 3-6 ans. Ensemble de 2 bacs courbes pour albums de science fictions. Encombrement de chaque bac environ : 100x75x100 de haut. Chaque bac courbe est divisé au-dessus en 4 compartiments (avec tapis antidérapants) pour une présentation de face des albums aux enfants et également en 4 compartiments sur 2 côtés pour une présentation de la tranche des albums. Sur 4 roulettes autobloquantes. Matériau : bois coloré – tonalité à choisir en fonction des autres éléments colorés de la bibliothèque.

2.2 Bacs à albums – Ht maxi : env 100 QP pce 4

2.3 Bacs à albums – Ht mini : env 65

Présentation de livres de fiction (albums) pour les 0-3 ans. Ensemble de 2 bacs courbes pour albums de science fictions. Encombrement de chaque bac environ : 100x75x65 de haut. Chaque bac courbe est divisé au-dessus en 4 compartiments (avec tapis antidérapants) pour une présentation de face des albums aux enfants et également en 4 compartiments sur 2 côtés pour une présentation de la tranche des albums. Sur 4 roulettes autobloquantes. Matériau : bois coloré – tonalité à choisir en fonction des autres éléments colorés de la bibliothèque.

2.3 Bacs à albums – Ht mini : env 65 QP pce 4

LOT 3 : ELEMENTS PARTICULIERS SUR MESURE

3.1 Coffre en bois pouvant servir de siège et de rangement de coussins :

Réalisé en stratifié blanc épaisseur minimale de env 2,5mm. Chants alaisés en hêtre traité pour les arêtes périphériques supérieures et latérales verticales. Dimensions de 100 sur 50 avec une hauteur de 30. Chaque coffre est divisé verticalement en 2 parties pour accueillir des coussins. Un renfort périphérique intérieur fait de lattes de hêtre permettra de maintenir un couvercle également réalisé en stratifié blanc. Pas de charnières ni de poignée au couvercle : seul deux trous de 20mm de diamètre situés aux centres de l'emplacement des coussins permettront de retirer la plaque couvercle du reste de l'ossature. Roulettes comme décrits ci-plus haut.

3.1 Coffre en bois pouvant servir de siège et de rangements de coussins QP pce 4

LOT 4 : PRESENTATION ET RANGEMENT DES LIVRES ET DES PERIODIQUES

4.1 Tablette de présentation à fixer au parois latérales des rayonnages :

Présentoir en métal plié d'une largeur de 40cm environ. Colonis blanc idem tablettes horizontales des rayonnages. Grande hauteur à fixer par 2 vis en inox dans les faces latérales des rayonnages env 15-20cm Profondeur env 4cm et petite hauteur avant env 1-1cm. Fournitures et pose. Fourniture et fixation. Deux par tablettes verticales.

4.1 Tablette de présentation à ranger contre les rayonnages QP pce 12

Mur de droite (mur EST) :

4.3 Tablette de présentation à fixer aux murs :

Etagères de présentation pour les nouveautés. Longueur de 1mct, prof env 7-8cm et hauteur retour contre mur de 5-6cm. Fixation par des vis en inox avec chevilles, cache-vis en harmonie avec le coloris choisi ou le type d'aspect bois. Fourniture et pose.

4.3 Tablette de présentation à fixer aux murs QP pce 6

Mur de droite (mur EST) :

4.3 Casiers individuels :

Casiers coloré en acrylique PPMA permettant à la fois la présentation du numéro récent des périodiques, revues, ... en façade avant amovible avec rangement à l'intérieur des numéros plus anciens via l'ouverture de la face avant. Ils seront fixés au mur par l'adjudicataire aux endroits indiqués in situ (support blocs béton). Un choix de coloris sera possible en harmonie avec les coussins, les podiums, ... décrits ci-plus bas. Fourniture et pose.

4.3 Casier individuel à fixer aux murs QP pce 6

A poser sur mobilier divers :

4.4 Présentoirs pour livres, en acrylique – hauts et étroits- prof expo : 4cm :

Chevalet - Maintien transparent, vertical mais également incliné pour livres standards, grands livres et BD. Dimensions approximatives : L 8cm x prof 10-12cm x Hauteur 20 cm et profondeur exposition env 4cm

4.4 Présentoirs pour livres en acrylique – hauts et étroits QP pce 20

4.5 Présentoirs pour livres, en acrylique – hauts et larges – prof expo : 6cm :

Chevalet - Maintien transparent, vertical mais également incliné pour livres standards, grands livres et BD. Dimensions approximatives : L 8cm x prof 13–15cm x Hauteur 20 cm et profondeur exposition env 6cm

4.5 Présentoirs pour livres en acrylique – hauts et larges QP pce 20

4.6 Présentoirs pour brochures, en acrylique (8x9x12 – prof expo : 4cm :

Maintien transparent, vertical mais également incliné pour livres standards et romans.

Dimensions approximatives : L 8cm x prof 9cm x Hauteur 12 cm et profondeur exposition env 4cm

4.6 Présentoirs pour brochures en acrylique (8x9x12 –prof expo : 4 QP pce 20

4.7 Présentoirs pour brochures, en acrylique (8x12x12 – prof expo : 6cm)

Maintien transparent, vertical mais également incliné pour livres standards et romans.

Dimensions approximatives : L 8cm x prof 12cm x Hauteur 12 cm et profondeur exposition env 6cm

4.7 Présentoirs pour brochures en acrylique (8x12x12 -prof expo : 6) QP pce 20

4.8 Serre-livres par pack de 10 pièces :

Ils permettent le maintien en place des livres dressés sur les étagères. Réalisés en plats métalliques d'une épaisseur suffisante pour l'usage, pliés sous forme de L. La partie verticale est plus importante que la partie horizontale. Coloris blanc en harmonie avec les tablettes des modules étagères fixes ou mobiles.

4.8 Serre-livres par pack de 10 pièces QP pce 22

Mur de gauche (mur OUEST) :

4.9 Ensemble étagères murales à crémaillères :

Pour rangement livres en attente d'équipement ou indication. Ensembles de 3 étagères de 2 x 1mct de long disposées sur un système de 3 crémaillères en acier blanc d'une hauteur de 90cm. Les crémaillères seront fixées au mur par des vis en inox dans chevilles, support blocs béton plafonnés. Tablettes en métal blanc d'une profondeur de 30cm et d'une épaisseur suffisante pour supporter un point de 80mkg/mct sans renfort. Butée arrière env3cm, butées latérales env 10cm et chant r vable de 1cm env. (total env 6 mct de rangement)

4.9 Ensemble étagères murales à crémaillères QP pce 1

LOT 5 : SIGNALETIQUE

4.1 Porte -étiquettes magnétiques par longueur d'1mct :

Supports permettant de réaliser la signalisation alphabétique des auteurs et de la CDU abrégée. Destinés à recevoir les étiquettes reprises au poste 6.3 ci-après, ils pourront s'apposer sur la tranche des tablettes métalliques ou sur tout autres présentoirs d'exposition en métal. Par longueur d'1mct et d'une hauteur de 2 à 3 cm, tout en ne dépassant pas la hauteur de la tablette, avec une face en plastique transparent, ils seront facilement découpables.

5.1 Porte-étiquettes magnétiques par longueur d'1mct QP pce 25

4.2 Bacs index par pack de 10 :

Elément double face en plastique d'env±on 3mm d'épaisseur total, destiné à recevoir des étiquette signalétiques tout en séparant verticalement différents types de livres. D'une hauteur d'env. 20 cm et d'une profondeur d'un peu plus de 10cm, il sera dressé entre deux livres et dépassera la tranche de ceux- ci d'env±on 4-5cm ainsi que la hauteur de la tablette horizontale sur laquelle il viendra buter.

5.2 Blocs index par pack de 10 QP pce 15

4.3 Etiquettes A, étroit par pack de 32 :

Réalisées en papier suffisamment rigide, elles sont destinées à être glissées dans le support « bloc index » décrits ci-dessus 6.2. Les dimensions seront donc compatibles avec celui-ci. Reprenant les lettres de l'alphabet et éventuellement d'autres lettres particulières, chaque pack sera de 32 lettres.

5.2 Etiquettes A à Z, étroit par pack de 32 : QP pce 7

Mur de gauche en entrant après escalier (mur SUD) :

LOT 6 : ARMOIRE HAUTE portes rideaux

6.1 Armoire haute portes-rideaux 120 x 45 x 200 de haut env pour dossiers suspendus.

Bâtiment en PVC M1. Serrures et poignées encastrées (2 clés pliables fournies). Tablettes (mini4) réglables pour dossiers suspendus. Même coloris structure et rideaux : blanc. Structure robuste en tôle d'acier soudée. Soudures et socles renforcés. Munie de vérins assurant la parfaite mise à niveau. Livrée montée

6.1 Armoire haute porte rideaux 120 X 45 X 200 QP pce 1

Mur de gauche en entrant (mur SUD) :

LOT 7 : BEAU D'ACCUEIL

7.1 Bureau d'accueil :

Meuble réalisé en 3 parties indépendantes mais reliées entre elles in situ. En forme de L à angle coupé, débordant sur le passage de l'entrée de manière à voir celle-ci en étant derrière le comptoir. Les bibliothécaires souhaitant travailler debout derrière ce comptoir.

La tablette de la partie haute du comptoir située contre le mur sera destinée à la consultation d'un PC par les bibliothécaires, par conséquent les éventuels passages de câbles devront pouvoir se faire au travers de cette tablette. Les câbles chemineront dans une goulotte parfaitement intégrée.

L'angle coupé reliant les deux parties hautes du L servira de présentoir pour différents folders et sera accessible côté public. Il comportera au minimum 3 casiers.

La deuxième partie haute du comptoir, en terminera par une tablette débordante côté lecteur et basse à hauteur d'accessibilité PMR. Les angles de cette tablette seront arrondis afin que personne ne se blesse en la contournant.

Sous les tablettes supérieures, deux armoires comportant une tablette seront fermées par des portes coulissantes. Dans l'armoire proche du mur, un tiroir fermant à clés (2 clés fournies).

L'ensemble du mobilier sera réalisé en stratifié de haute densité : aspect bois pour les parties verticales et blanc pour les tablettes horizontales dont les chants alaisés en bois (essence à choisir en fonction de l'ensemble du mobilier) finiront les tranches des tablettes horizontales. L'ensemble sera placé sur des vérins permettant d'assurer une parfaite planéité de l'ensemble. Plinthes.

7.1 Bureau d'accueil QP Pce 1

7.2 Caisson sous bureau :

Caisson métallique de coloris blanc, à glisser sous le bureau d'accueil. Composé de 3 ou 4 tiroirs dont 1 moins fermant à clé (2 clés pliables fournies). Pas de roulettes mais pieds sur vérins permettant de régler la parfaite planéité. Piètements non tachant.

7.2 Caisson sous bureau QP Pce 1

LOT 8 : TABLES DE TRAVAIL

Mur de gauche (mur OUEST) :

8.1 Table pliante pour bibliothécaires - 200 x 70 ht env 70 :

Deux pieds en acier rond diam 30 regroupés au centre de la largeur de la table (double T renversé), plateau très résistant environ 20mm coloris blanc, renfort en acier sous les longueurs de la table de manière à assumer l'épaisseur des pieds repliés. Epaisseur de l'acier min 2mm. La traverse au sol reliant le double T renversé sera munie d'embouts noirs non tachant, non rayant. Coloris structure blanc. Sur roulettes inox. Livrée montée.

8.1 Tables pliantes QP Pce 1

8.2 Table pliante pour bibliothécaires - 200 x 80 ht env 70 :

Deux pieds en acier rond diam 30 regroupés au centre de la largeur de la table (double T renversé), plateau très résistant environ 20mm coloris blanc, renfort en acier sous les longueurs de la table de manière à assumer l'épaisseur des pieds repliés. Epaisseur de l'acier min 2mm. La traverse au sol reliant le double T renversé sera munie d'embouts noirs non tachant, non rayant. Coloris structure blanc. Sur roulettes inox. Livrée montée.

8.1 Tables pliantes QP Pce 1

Mur de façade (mur NORD) :

8.3 Table pour public dans espace numérique : 120 x 70 ht env 70 :

Tablette supérieure en stratifié blanc chants alaisés bois. Quatre pieds type compas légèrement inclinés en bois, essence à choisir. Passage de câbles dans tablette. Pieds à vérins non rayant et non tachant, réglables pour une parfaite planéité.

8.2 Table pour public dans espace numérique QP Pce 1

LOT 9 : CHARIOT

9.1 Chariot :

Chariot de transport permettant de ranger les retours livres. Structure métallique coloris Blanc, avec barre de guidage, montée sur 4 roulettes dont 2 autobloquantes. Il est muni d'un caisson incliné (choix de couleur ou aspect bois, possibles) qui comporte 4 tablettes blanches (2 fixes et 2 réglables). Les chants sont alaisés, résistants aux chocs (1 permet de ranger 55 à 65 livres /65 à 105 albums BD. Dimensions approximatives : L 60cm X Prof 55cm X haut 110cm.

9.1 Chariots QP Pce 2

LOT 10 : DIVERS

10.1 Coussins pour animations enfants :

Coussins de couleur en PVC ou autres matériaux résistant à l'eau et de facile d'entretien. Mousse haute densité. Dimensions approximatives diam 40cm et ht entre 5 cm.

10.1 Coussins QP Pce 40

10.2 Podium de présentation (multi fonctions) :

Ensembles de trois cubes de 50cm de côté et de 3 hauteurs différentes (40, 60 et 90cm) montés sur roulettes autobloquantes. L'intérieur est divisé en 4 compartiments, avec un fond en tapis antidérapant, qui peuvent accueillir des albums. Un couvercle amovible en partie supérieure leur permet également de servir de rangements.

10.2 Podium de présentation QP Pce 3

10.3 Patères :

Pour élèves venant de l'extérieur en visite à la bibliothèque, à raison de 5 crochets par mct. Matériau inox. Repris sur deux barres de fixation horizontales en inox. Fourniture et placement.

10.3 Patères pour élèves QP mct 4

LOT 11 : OCCULTATIONS DES BAIES :

Mur de façade (mur NORD) :

11.1 Stores occultations des fenêtres :

Dimensions baies concernées : 114 x 132 (à vérifier avant commande), radiateurs en allèges). Sur mesure, store à enrouleur avec toile parfaitement occultante à appliquer sur l'arrière-linteau (béton préfabriqué plafonné et donc sur mur intérieur (la hauteur du dormant ne permettant pas de placer le store dans l'épaisseur de la baie). Il sera dissimulé dans un caisson de protection en bois coloris blanc. La chaînette de déroulement sera suffisamment résistante (métal inox et non plastic). Il dépassera de part et d'autre d'au moins 5cm la largeur de la baie et se déroulera parfaitement contre le mur intérieur afin d'assurer une parfaite occultation. Fourniture et pose.

11.1 Stores occultation des fenêtres QP Pce 2

11.2 Stores occultation des portes-fenêtres :

Dimensions baie concernée : 220 x 230 (à vérifier avant commande). Sur mesure, store à enrouleur avec toile parfaitement occultante à appliquer sur l'arrière-linteau (béton préfabriqué plafonné) et donc sur mur intérieur (la hauteur du dormant ne permettant pas de placer le store dans l'épaisseur de la baie). Il sera dissimulé dans un caisson de protection en bois coloris blanc. La chaînette de déroulement sera suffisamment résistante (métal inox et non plastic). Il dépassera de part et d'autre d'au moins 5cm la largeur de la baie et se déroulera parfaitement contre le mur intérieur afin d'assurer une parfaite occultation. Le raccord vertical entre les stores tiendra compte également de l'obligation d'une parfaite occultation (pas de jour possible entre les toiles des 2 stores). Fourniture et pose.

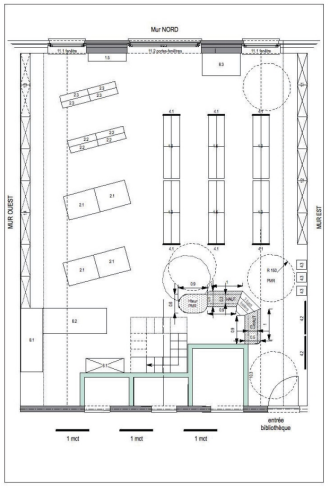
11.2 Stores occultation des portes-fenêtres QP Pce 2

LOT 12 : ASSISTE zone de lecture destinée au public :

12.1 Fauteuil de lecture et de consultation :

Assise de hauteur moyenne (entre chaise et divan), sur 4 pieds en bois, type compas. Muni d'accoudoirs. Revêtement coloré, non tachant et facile d'entretien. Susceptible de recevoir des personnes de forte corpulence et/ou âgées, sans pour autant que le fauteuil soit encombrant. Remboursage haute densité.

12.1 Fauteuil de lecture et de consultation QP Pce 2



15- INTERCOMMUNALE DE MUTUALISATION EN MATIÈRE INFORMATIQUE ET ORGANISATIONNELLE (IMIO) - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE - 13 DÉCEMBRE 2022

Le Conseil communal,

Vu le code de la démocratie et de la décentralisation et plus particulièrement les articles 1523-1 à L1523 – 27 relatifs aux intercommunales ;

Vu la délibération du Conseil du 14 janvier 2019 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 13 décembre 2022 par courriel 378152 du 26 octobre et par courrier 378178 daté du 25 octobre 2022, parvenu le 28 courant ;

Considérant que l'Assemblée générale du deuxième semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de décembre conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale, soit :

1. Présentation des nouveaux produits et services.
2. Point sur le plan stratégique 2020-2022.
3. Présentation et approbation du budget et de la grille tarifaire 2023.
4. Nomination de Madame Sophie Keymolen au poste d'administrateur représentant les provinces.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée générale et ce conformément aux statuts de l'intercommunale IMIO ;

Sur proposition du Collège communal et après en avoir délibéré,

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votant étant de 15, de prendre acte de l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 13 décembre 2022 à 18h00 dans les locaux du Business Village Ecolys by Actibel- Avenue d'Ecolys 2 à 5020 Suarlée.

42- PROMOTION SOCIALE OVA - APPROBATION DES COMPTES 2021, DU RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES ET DU RAPPORT D'ACTIVITÉ DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2021-2022

Madame Isabelle JUPRELLE, Echevine, intéressée à la décision, s'est retirée pendant la discussion et le vote ;

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement son article L1522-4, §7 ;

Vu notre décision du 12 septembre 2011 approuvant la convention en vue de la transformation de l'association de communes « Promotion sociale Ourthe-Vesdre-Amblève » en une « Association de projet » telle que prévue aux articles L1522-1 à L1522-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu notre décision du 25 mars 2013 marquant notre accord sur le projet de statut d'une association de projet nommée « Promotion sociale Ourthe-Vesdre-Amblève »

reprenant les missions de l'actuelle association de communes de même nom ;

Vu l'Arrêté du 12 septembre 2013 de Monsieur le Ministre wallon des Pouvoirs locaux et de la Ville approuvant ladite décision du 25 mars 2013 ;

Vu notre décision du 27 janvier 2014 désignant nos représentantes Comité de gestion de l'association de projet intercommunale « Promotion sociale Ourthe-Vesdre-Amblève » ;

Vu la signature des actes de constitution de l'association de projet « Promotion sociale Ourthe-Vesdre-Amblève » le 12 février 2014 auprès de Maître AMORY, Notaire à LOUVEIGNE ;

Vu notre décision du 1er octobre 2018 désignant nos représentantes Comité de gestion de l'association de projet intercommunale « Promotion sociale Ourthe-Vesdre-Amblève » suite au Décret "Gouvernance" ;

Vu le rapport du Comité de gestion de l'Association contenant son rapport d'activité, les comptes annuels 2021 et le rapport du réviseur ;

Considérant que conformément à l'article 31 des Statuts de l'Association, il y a lieu d'approuver ceux-ci ;

Considérant que l'exercice comptable 2021 s'est clôturé par un résultat de 3.510,41 € ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 14 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 14, d'approuver le rapport d'activité et les comptes 2021 de l'Association de projet « Promotion sociale Ourthe-Vesdre-Amblève » et de transmettre copie de la présente à l'Association.

43- FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MONON DE GOFFONTAINE - COMPTE 2021

Le Conseil communal,

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises, les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Constitution, spécialement les articles 41 et 162 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, spécialement l'article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, spécialement l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement les articles L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant que le projet de Compte a été soumis au Conseil de Fabrique au cours de la séance du 23 février 2022 ;

Considérant que ledit projet de Compte reprend, autant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses, les montants effectivement encaissés et décaissés par la Fabrique d'Eglise au cours de l'exercice 2022 ;

Considérant la délibération du Conseil de Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine en date du 23 février 2022 arrêtant le Compte 2021 dudit établissement cultuel, parvenue à l'autorité communale le 28 octobre 2022 via la Commune du Pepinster sous la référence 378182, accompagnée de l'approbation par l'Evêché en date du 7 septembre 2022 ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article 1er : d'émettre un avis favorable sur le Compte annuel de la Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine, pour l'exercice 2021, voté en séance du Conseil de Fabrique en date du 23 février 2022, comme suit :

Recettes ordinaires totales	12.103,84 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 €
Recettes extraordinaires totales	6.766,72 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
Dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	756,99 €
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	2.787,05 €
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	1.885,74 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	18.870,56 €
Dépenses totales	5.429,78 €
Résultat comptable	13.440,78 €

Article 2 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 3 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.
A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la Poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be

Article 4 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du Compte est transmise simultanément :

- au Conseil communal de la Commune de Pepinster ;
- à l'Organe représentatif du culte reconnu ;
- au Gouverneur de la province de Liège.

44- FABRIQUE D'EGLISE SAINT-LAURENT DE PRAYON - MODIFICATION BUDGÉTAIRE 2022

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises, les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014,spécialement l'article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, spécialement l'article 6, §1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant qu'en date du 25 juillet 2022, le trésorier a élaboré une Modification budgétaire au Budget 2022 ;

Considérant que la dite Modification budgétaire 2022 a été soumise au Conseil de Fabrique au cours de la séance du 25 juillet 2022 et parvenue à l'autorité de tutelle le 5 août 2022 ;

Considérant l'approbation de la Modification budgétaire 2022 de la Fabrique d'Eglise Saint-Laurent de Prayon par l'Evêché N° 472, en date du 11 août 2022, reçue à l'Administration communale le 9 novembre 2022, avec les remarques suivantes :

"R25 Subside extraordinaire de la Commune pour remboursement : 13.310,67 € au lieu de 0,00 €. Le supplément communal ordinaire 2022 (R17) s'élève donc à 4.162,50 €.

L'article D10 ne concerne que l'achat de fournitures pour le nettoyage de l'église. Ici, vu l'importance du montant, les 6.167,60 € pour le nettoyage de la Chapelle Sainte-Thérèse suite aux inondations doivent plutôt s'inscrire en D27 Entretien et réparation de l'église (8.267,60 €)" ;

Considérant l'approbation du Budget 2022 par le Conseil communal en séance du 20 juin 2022 ;

Considérant que les Communes sont tenues d'assister les Fabriques d'Eglise en cas d'insuffisance constatée des moyens dont elles disposent ;

Considérant que le Budget 2022 ne nécessitait aucune une intervention communale ; Considérant que la Modification budgétaire 2022 nécessite une intervention de 4.162,50 € à l'article budgétaire 79001/435-01 ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, __ voix contre et __ abstention, le nombre de votants étant de 15_ :

Article 1er : d'approuver la Modification budgétaire de la Fabrique d'Eglise Saint-Laurent de Prayon, pour l'exercice 2022, du Conseil de Fabrique en date du 25 juillet 2022, avec les remarques précédentes de la part de l'Evêché de Liège, comme suit :

Recettes ordinaires totales	13.749,12 (€)
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	4.162,50 (€)
Recettes extraordinaires totales	20.644,19 (€)
Dépenses arrêtées par l'Evêque	2.035,00 (€)

Dépenses ordinaires du chapitre II	17.441,64 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II	14.916,67 (€)
Recettes totales	**34.393,31 (€)**
Dépenses totales	**34.393,31 (€)**
Résultat comptable	**0,00 (€)**

Article 2 : De prévoir à l'article 79001/435-01, " Contr. chges. fonc. fabrique église de PRAYON " du Budget 2022, une intervention de 4.162,50 €.

Article 3 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.
A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.
La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be

Article 5 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du compte est transmise à l'Organe représentatif du culte reconnu.

45- FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MONON DE GOFFONTAINE - BUDGET 2023

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les Fabriques des Eglises, les articles 9, 10, 12, 36, 37, 85 et 92 ;

Vu la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, article 6 ;

Vu la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6,§ 1er, VIII, 6 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement les articles L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Considérant la délibération du Conseil de Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine en date du 10 août 2022 arrêtant le Budget 2023 dudit établissement cultuel ;

Vu l'approbation du Budget 2023 de la Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine par l'Evêché en date du 15 septembre 2022 ;

Considérant la délibération du Conseil communal de Pepinster en date du 19 octobre 2022, reçue à l'Administration communale le 28 octobre 2022 sous la référence 378182, approuvant le Budget 2023 dudit établissement cultuel ;

Considérant que le Budget 2023 ne nécessite aucune intervention communale ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15 :

Article 1er : D'émettre un avis favorable au Budget annuel de la Fabrique d'Eglise Saint-Monon de Goffontaine, pour l'exercice 2023, voté par le Conseil de Fabrique en date du 10 août 2022, sans remarques de la part des services de l'Evêché de Liège :

Recettes ordinaires totales	12.362,00 (€)
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00 (€)
Recettes extraordinaires totales	9.172,96 (€)
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 (€)
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	9.172,96 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.330,00 (€)
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	8.032,00 (€)
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	9.172,96 (€)
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 (€)
Recettes totales	**21.534,96 (€)**
Dépenses totales	**21.534,96 (€)**
Résultat comptable	**0,00 (€)**

Article 2 : De ne rien prévoir au Budget 2023 car aucune intervention communale n'est nécessaire.

Article 3 : En application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à l'établissement cultuel et à l'organe représentatif du culte contre la présente décision devant le Gouverneur de la Province de Liège. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat.
A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui leur est faite par la présente.
La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : http://eproadmin.raadvst-consetat.be.

Article 5 : En application de l'article 6 de la Loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le Décret du 13 mars 2014, une copie du Budget est transmise à l'Organe représentatif du culte reconnu et à la Commune de Pepinster.

46- TERRE ET FOYER - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE - 9 DÉCEMBRE 2022

Le Conseil communal,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;
Vu sa délibération du 14 janvier 2020 désignant son représentant à l'Assemblée générale de l'Association Terre & Foyer scrl ;

Vu la convocation à l'Assemblée générale ordinaire de Terre et Foyer s.c. du vendredi 9 décembre 2022 à 18h00 adressée par le Président du Conseil d'administration de l'Association par courrier 378154 du 25 octobre2022, parvenu le 27 courant ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire, à savoir :

1°-Examen des rapports et déclarations préalables

1.1. Projet de fusion établi le 13 octobre 2022 par les conseils d'administration de la société anonyme « L'OUVRIER CHEZ LUI », société absorbante, et de la société coopérative «TERRE ET FOYER», société absorbée, conformément à l'article 12 :24 du Code des sociétés et des associations (ci-après dénommé CSA) ;

1.2. Rapport écrit et circonstancié établi par le conseil d'administration sur la fusion projetée ci-avant, conformément à l'article 12.25 du CSA ;

1.3. Rapport établi par le commissaire de la société « TERRE ET FOYER », sur le projet de fusion, conformément à l'article 12.26 du CSA ;

Possibilité pour les actionnaires d'obtenir une copie des projets de fusion et rapports susvisés sans frais.

1.4. Eventuellement, communication de toute modification importante du patrimoine actif et passif de la société anonyme « L'OUVRIER CHEZ LUI », société absorbante, et de la société coopérative « TERRE ET FOYER », société absorbée, intervenue depuis la date de l'établissement du projet de fusion susmentionné, en application de l'article 12 :27 du CSA ;

2° -Fusion

Proposition de dissolution sans liquidation de la société et de fusion avec la société anonyme «L'OUVRIER CHEZ LUI » ayant son siège à 4500 Huy, rue d'Amérique, 26/1 société absorbante, par voie de transfert à cette dernière de l'intégralité du patrimoine actif et passif de la société « TERRE ET FOYER » (société absorbée) et moyennant attribution aux actionnaires de la société absorbée de 186.529 actions nouvelles de la société anonyme « L'OUVRIER CHEZ LUI » (société absorbante), libérées dans la même proportion que leur libération actuelle.

Ces actions nouvelles seront du même type et jouiront des mêmes droits et avantages que les actions existantes de la société absorbante, et participeront à la répartition des bénéfices sociaux à partir de la répartition des bénéfices de l'exercice ayant commencé le 1er janvier 2022.

Elles seront réparties entre les actionnaires de la société absorbée, à raison de 26 actions nouvelles de la société absorbante et une soulte de 0,56 € pour 100 actions de la société absorbée.

Conformément au projet de fusion, les actions nouvelles seront réparties à la diligence et sous la responsabilité des administrateurs des sociétés absorbée et absorbante.

Toutes les opérations réalisées par la société absorbée depuis le 1er janvier 2022 seront considérées, du point de vue comptable, comme accomplies pour le compte de la société absorbante.

3°- Modalités d'établissement et d'approbation des comptes annuels de l'exercice en cours et de décharge aux administrateurs et commissaire de la société absorbée.

4°- Pouvoirs

Proposition de conférer tous pouvoirs à un administrateur, et avec possibilité de subdélégation, aux fins de procéder à l'exécution et à la constatation des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

PREND ACTE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de Terre et Foyer s.c. qui doit se tenir le vendredi 9 décembre 2022 à partir de 18h00 à ANS-ALLEUR, Avenue Roi Baudouin n° 29, et MARQUE son accord sur l'ensemble des propositions contenues dans la convocation 378154 du 25 octobre 2022.

47- AIDE - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STRATÉGIQUE - 15 DÉCEMBRE 2022

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant les statuts de l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des Communes de la Province de LIEGE ;

Vu sa délibération du 14 janvier 2019 désignant ses délégués aux Assemblées générales de l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des Communes de la Province de LIEGE, telle que modifiée le 21 janvier 2021 ;

Vu la convocation à l'Assemblée générale de l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des Communes de la Province de LIEGE SCRL du jeudi 15 décembre 2022 à 18h00, à la station d'épuration de Liège-Oupeye, sise rue Voie de Liège 40 à 4681 Hermalle-sous-Argenteau, adressée par Monsieur le Président et Madame la Directrice générale de l'Intercommunale par courriel du 10 novembre 2022 ;

Considérant l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

- Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 16 juin 2022,
- Approbation du plan stratégique 2023-2025,
- Fixation du contenu minimal des ROI de chaque organe de gestion et approbation des règles de déontologie et d'éthique à annexer au ROI de chaque organe,

Considérant que le Conseil communal doit se positionner sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour sur base des documents joints et ce pour le 15 décembre à 12h00 au plus tard ;

DECIDE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, de valider l'ensemble des points portés à l'ordre du jour de l'AIDE sur base des documents joints et ce pour le 15 décembre 2022 à 12h00 au plus tard.

48- ECETIA - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE - 20 DÉCEMBRE 2022

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement son article L1523-12 ;

Considérant la participation de la Commune au capital de la SCRL ECETIA ;

Considérant les statuts de la SCRL ECETIA ;

Vu notre délibération désignant nos délégués aux Assemblées générales de l'Intercommunale ECETIA SCRL ;

Vu la convocation 378407 à l'Assemblée générale ordinaire de la SCRL ECETIA INTERCOMMUNALE du mardi 20 décembre 2022 à 18h00, qui se tiendra au Country Hall, Allée du bol d'Air 19 à 4031 Liège adressée par Monsieur le Directeur général par courriel du 9 novembre 2022 ;

Considérant l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire, à savoir :

1. Plan stratégique 2023, 2024, 2025- Présentation et approbation ;
2. ADMINISTRATEURS-Démission et Nomination ;
3. Contrôle de l'obligation visée à l'article 1532-1er bis alinéa 2 du CDLD ;
4. Lecture et approbation du PV en séance ;

Considérant les documents y afférents et consultables via le site www.ecetia.be ;

Considérant que la convocation et l'ordre du jour ont été affichés aux valves communales ;

Considérant toutefois que les votes devaient parvenir pour le 19 décembre 2022 au plus tard ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE de prendre acte de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de la SCRL ECETIA INTERCOMMUNALE du mardi 20 décembre 2022 à 18h00.

Article 1er: par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, d'approuver l'évaluation conformément à l'article L1523-13 § 4 du CDLD du Plan stratégique 2023-2024-2025.

Article 2 : par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, d'approuver le contrôle de l'obligation visée à l'article 1532-1erbis, alinéa 2 du CDLD.

49- INTRADEL - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE - 22 DÉCEMBRE 2022

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement son article L1523-12 ;

Vu notre délibération du 21 novembre 2022 désignant nos délégués aux Assemblées générales de l'Intercommunale de Traitement des Déchets Liégeois (INTRADEL) ;

Considérant la participation de la Commune au capital de la SCRL INTRADEL, Association Intercommunale de Traitement des Déchets Liégeois ;

Considérant les statuts de la SCRL INTRADEL ;

Vu la convocation 378239 à l'Assemblée générale ordinaire de la SCRL INTRADEL du jeudi 22 décembre 2022 à 17h00, Pré Wigi n° 20 à HERSTAL, adressée par Monsieur le Directeur général par courrier du 2 novembre 2022 et reçue le 3 courant ;

Considérant l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire, à savoir :

Bureau - Constitution

1. Stratégie - Plan stratégique 2023-2025 - Adoption
2. Participations-Sitel-Capital-Augmentation de la participation
3. Administrateurs - Démissions/nominations

Considérant les documents y afférents et consultables via le site www.intradel.be (Centre de documentation) ;

Considérant que la convocation et l'ordre du jour ont été affichés aux valves communales ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

PREND ACTE de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale de Traitement des Déchets Liégeois INTRADEL qui se tiendra le jeudi 22 décembre 2022 à 17h00 au siège social, Pré Wigi n° 20 à 4040 HERSTAL, contenu dans la convocation 378239 du 2 novembre 2022 (réf. : INT/Instances/AGO2022.12/Convoc/ChC/sd), et APPROUVE, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, l'actualisation 2022 du Plan stratégique 2023-2025.

50- RESA - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE - 21 DÉCEMBRE 2022

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu les articles 17, §1er, alinéa 2 du Décret du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de permettre les réunions à distance des organes et L6511-2, §1er, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant les statuts de RESA S.A. Intercommunale ;

Vu notre délibération du 21 novembre 2022 désignant nos représentants aux Assemblées générales de RESA S.A. Intercommunale ;

Vu la convocation 379881 aux Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de RESA S.A. Intercommunale, par vidéoconférence, du mercredi 21 décembre 2022 à partir de 17h30, adressée par Madame Isabelle SIMONIS, Présidente du Conseil d'administration par courriel du 18 novembre 2022, reçu le 21 courant;

Considérant les ordres du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

Assemblée générale ordinaire du second semestre à la suite de l'Assemblée générale extraordinaire :

1. Élections statutaires: nomination définitive d'un Administrateur représentant les Communes actionnaires;
2. Adoption du plan stratégique 2023-2025 ;
3. Prise de participation de plus de 10% dans le capital d'une société active dans transition énergétique;AREWAL ;
4. Pouvoirs ;

Considérant les documents y afférents et consultables via l'espace "associés" du site de l'intercommunale ;

Considérant que la convocation et l'ordre du jour ont été affichés aux valves communales ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE de prendre acte des ordres du jour des Assemblées générales ordinaire et de RESA S.A. Intercommunale, par vidéoconférence, du mercredi 21 décembre 2022 à partir de 17h30, et :

Article 1er : par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, d'approuver les modifications statutaires.

Article 2 : par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, d'approuver l'évaluation du Plan stratégique 2023-2025.

Article 3 : par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, d'approuver la prise de participation de plus de 10% dans le capital d'une société active dans la transition énergétique.

Article 4 : par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, d'approuver les Pouvoirs à donner à Monsieur Gil SIMON et Madame Anne JACOBS dans le cadre des décisions de l'Asemblée générale ordinaire du 21 décembre 2022.

51- CONVENTION ENTRE COMMUNE DE TROOZ, CPAS DE TROOZ ET HERSTAL S.A. - REMISE EN ÉTAT D'INSTALLATIONS SPORTIVES ET ANNEXES AU FOOTBALL CLUB DE TROOZ

Le Conseil communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant qu'une convention de mécénat est proposée entre les trois parties suivantes :

·Administration communale de TROOZ ;

·CPAS de TROOZ ;

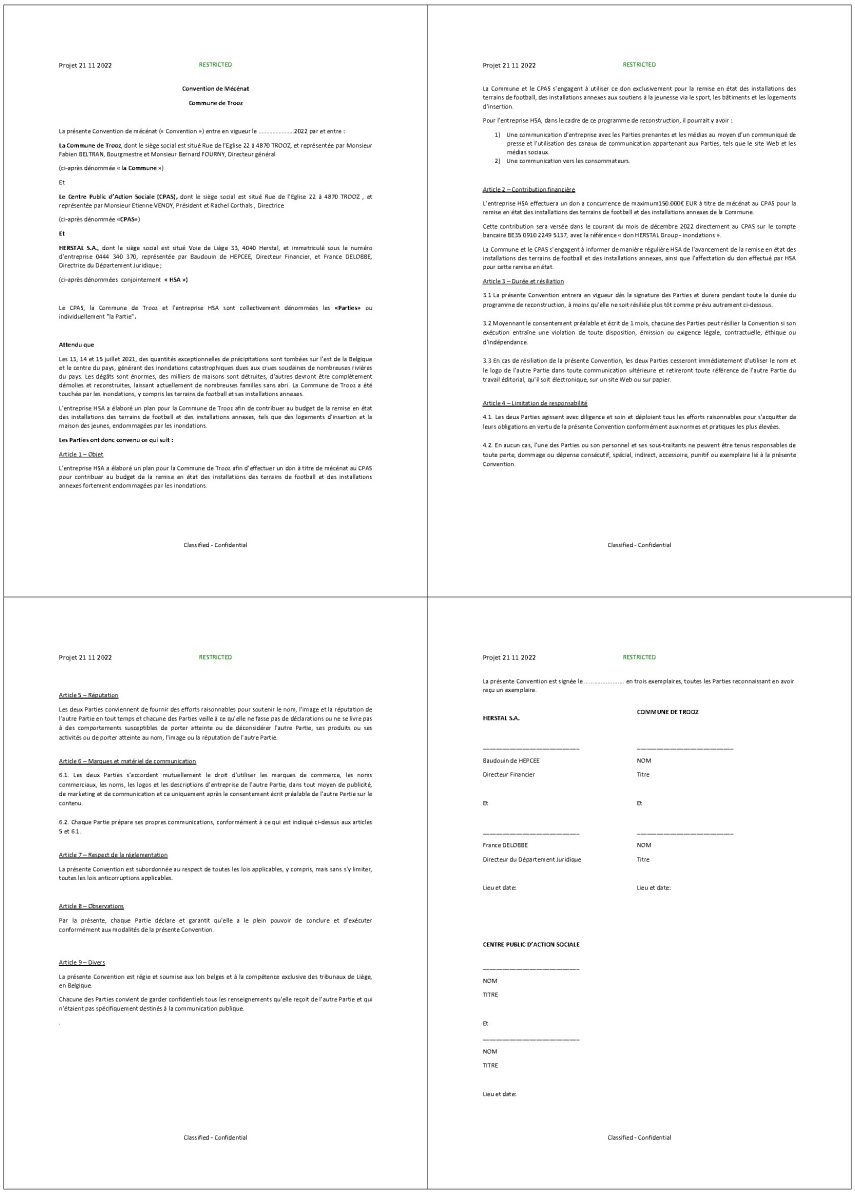
·HERSTAL S.A. ;

Considérant que cette convention vise à contribuer au budget de la remise en état des installations des terrains de football et installations annexes de TROOZ endommagées suite aux inondations ;

Considérant que l'entreprise HERSTAL S.A. a proposé un plan pour la commune de TROOZ afin d'effectuer un don à titre de mécénat pour contribuer au budget de la remise en état susmentionnée ;

Considérant que les modalités de cette convention sont expliquées dans celle-ci ;

Considérant la convention ci-dessous :



Projet 21 11 2022 RESTRICTED

Convention de Mécénat

Commune de Trooz

La présente Convention de mécénat (« Convention ») entre en vigueur le ..... 2022 par et entre :

La Commune de Trooz, dont le siège social est situé Rue de l'Eglise 22 à 4870 TROOZ, et représentée par Monsieur Fabien BELTRAN, Bourgmestre et Monsieur Bernard FOURNY, Directeur général

(ci-après dénommée « la **Commune** »)

Et

Le Centre Public d'Action Sociale (CPAS), dont le siège social est situé Rue de l'Eglise 22 à 4870 TROOZ , et représentée par Monsieur Etienne VENDY, Président et Rachel Corthals , Directrice

(ci-après dénommée **«CPAS»**)

Et

HERSTAL S.A., dont le siège social est situé Voie de Liège 33, 4040 Herstal, et immatriculé sous le numéro d'entreprise 0444 340 170, représentée par Baudouin de HEPCEE, Directeur Financier, et France DELOBBE, Directrice du Département Juridique ;

(ci-après dénommées conjointement **« HSA »**)

La CPAS, la Commune de Trooz et l'entreprise HSA sont collectivement dénommées les **«Parties»** ou individuellement "la Partie".

Attendu que

Les 13, 14 et 15 juillet 2021, des quantités exceptionnelles de précipitations sont tombées sur l'est de la Belgique et le centre du pays, générant des inondations catastrophiques dues aux crues soudaines de nombreuses rivières du pays. Les dégâts sont énormes, des milliers de maisons sont détruites, d'autres devront être complètement démolies et reconstruites, laissant actuellement de nombreuses familles sans abri. La Commune de Trooz a été touchée par les inondations, y compris les terrains de football et ses installations annexes.

L'entreprise HSA a élaboré un plan pour la Commune de Trooz afin de contribuer au budget de la remise en état des installations des terrains de football et des installations annexes, tels que des logements d'insertion et la maison des jeunes, endommagées par les inondations.

Les Parties ont donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

L'entreprise HSA a élaboré un plan pour la Commune de Trooz afin d'effectuer un don à titre de mécénat au CPAS pour contribuer au budget de la remise en état des installations des terrains de football et des installations annexes fortement endommagées par les inondations.

Classified - Confidential

Projet 21 11 2022 RESTRICTED

La Commune et le CPAS s'engagent à utiliser ce don exclusivement pour la remise en état des installations des terrains de football, des installations annexes aux sautiens à la jeunesse via le sport, les bâtiments et les logements d'insertion.

Pour l'entreprise HSA, dans le cadre de ce programme de reconstruction, il pourrait y avoir :

1) Une communication d'entreprise avec les Parties prenantes et les médias au moyen d'un communiqué de presse et l'utilisation des canaux de communication appartenant aux Parties, tels que le site Web et les médias sociaux.
2) Une communication vers les consommateurs.

Article 2 – Contribution financière

L'entreprise HSA effectuera un don à concurrence de maximum150.000€ EUR à titre de mécénat au CPAS pour la remise en état des installations des terrains de football et des installations annexes de la Commune.

Cette contribution sera versée dans le courant du mois de décembre 2022 directement au CPAS sur le compte bancaire BE35 6910 2249 5117, avec la référence « don HERSTAL Group - inondations ».

La Commune et le CPAS s'engagent à informer de manière régulière HSA de l'avancement de la remise en état des installations des terrains de football et des installations annexes, ainsi que l'affectation du don effectué par HSA pour cette remise en état.

Article 3 – Durée et résiliation

3.1 La présente Convention entrera en vigueur dès la signature des Parties et durera pendant toute la durée du programme de reconstruction, à moins qu'elle ne soit résiliée plus tôt comme prévu autrement ci-dessous.

3.2 Moyennant le consentement préalable et écrit de 1 mois, chacune des Parties peut résilier la Convention si son exécution entraîne une violation de toute disposition, émission ou exigence légale, contractuelle, éthique ou d'indépendance.

3.3 En cas de résiliation de la présente Convention, les deux Parties cesseront immédiatement d'utiliser le nom et le logo de l'autre Partie dans toute communication ultérieure et retireront toute référence de l'autre Partie du travail éditorial, qu'il soit électronique, sur un site Web ou sur papier.

Article 4 – Limitation de responsabilité

4.1. Les deux Parties agissent avec diligence et soin et déploient tous les efforts raisonnables pour s'acquitter de leurs obligations en vertu de la présente Convention conformément aux normes et pratiques les plus élevées.

4.2. En aucun cas, l'une des Parties ou son personnel et ses sous-traitants ne peuvent être tenus responsables de toute perte, dommage ou dépense consécutif, spécial, indirect, accessoire, punitif ou exemplaire lié à la présente Convention.

Classified - Confidential

Projet 21 11 2022 RESTRICTED

Article 5 – Réputation

Les deux Parties conviennent de fournir des efforts raisonnables pour soutenir le nom, l'image et la réputation de l'autre Partie en tout temps et chacune des Parties veille à ce qu'elle ne fasse pas de déclarations ou ne se livre pas à des comportements susceptibles de porter atteinte ou de déconsidérer l'autre Partie, ses produits ou ses activités ou de porter atteinte au nom, l'image ou la réputation de l'autre Partie.

Article 6 – Marques et matériel de communication

6.1. Les deux Parties s'accordent mutuellement le droit d'utiliser les marques de commerce, les noms commerciaux, les noms, les logos et les descriptions d'entreprise de l'autre Partie, dans tout moyen de publicité, de marketing et de communication et ce uniquement après le consentement écrit préalable de l'autre Partie sur le contenu.

6.2. Chaque Partie prépare ses propres communications, conformément à ce qui est indiqué ci-dessus aux articles 5 et 6.1.

Article 7 – Respect de la réglementation

La présente Convention est subordonnée au respect de toutes les lois applicables, y compris, mais sans s'y limiter, toutes les lois anticorruptions applicables.

Article 8 – Observations

Par la présente, chaque Partie déclare et garantit qu'elle a le plein pouvoir de conclure et d'exécuter conformément aux modalités de la présente Convention.

Article 9 – Divers

La présente Convention est régie et soumise aux lois belges et à la compétence exclusive des tribunaux de Liège, en Belgique.

Chacune des Parties convient de garder confidentiels tous les renseignements qu'elle reçoit de l'autre Partie et qui n'étaient pas spécifiquement destinés à la communication publique.

Classified - Confidential

Projet 21 11 2022 RESTRICTED

La présente Convention est signée le ..... en trois exemplaires, toutes les Parties reconnaissant en avoir reçu un exemplaire.

HERSTAL S.A.

_____
Baudouin de HEPCEE
Directeur Financier

Et

_____
France DELOBBE
Directeur du Département Juridique

Lieu et date:

COMMUNE DE TROOZ

_____
NOM
Titre

Et

_____
NOM
Titre

Lieu et date:

CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE

_____
NOM
TITRE

Et

_____
NOM
TITRE

Lieu et date:

Classified - Confidential

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré ;

DECIDE, par 15 voix 0 pour, voix contre et 0 abstention, le nombre de votants étant de 15, de signer la convention annexée entre les trois parties Commune de TROOZ, CPAS de TROOZ et HERSTAL S.A.visant à contribuer au budget de la remise en état des installations des terrains de football et installations annexes de TROOZ endommagées suite aux inondations de juillet 2021.

Monsieur le Président clôt la séance à 20h55.

Par le Conseil,

Le Directeur général, Le 1er Echevin,

sceau

Bernard FOURNY *Enrico NORI*